



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ.

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUEBEC

QUEBEC, SAMEDI, 1er AVRIL 1899.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

807

Nominations

No 922 Elec.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du 22 mars dernier (1899), de nommer le révérend Lennox Williams, M. A., de Québec, membre du bureau protestant des commissaires d'écoles de la cité de Québec, en remplacement du Rév. R. W. Norman, absent de la province. 1149

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du 22 mars 1899, de nommer M. T. Tremblay, ancien inspecteur d'écoles, de Grande-Rivière, comté de Gaspé, juge de paix en vertu de l'article 2572 des S. R. P. Q., avec juridiction sur le district de Gaspé.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du 22 mars 1899, de révoquer la nomination de M. le docteur Thomas Ennis, de Grande-Rivière, comté de Gaspé, comme juge de paix en vertu de l'article 2572 des S. R. P. Q., conformément à l'article 2564 des statuts susdits.

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 1st APRIL, 1899.

GOVERNMENT NOTICES.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock on the Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but will appear in the next subsequent number. 808

Appointments

No. 922. Elec

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by an order in council, dated the 22nd of March last, (1899), to appoint the Reverend Lennox Williams, M.A., of Quebec, a member of the protestant school commission of the city of Quebec, to replace the Revd. R. W. Norman, absent from the province. 1150

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 22nd of March, 1899, to appoint Mr. T. Tremblay, late school inspector, of Grand River, county of Gaspé, as a justice of the peace in virtue of article 2572 of the R. S. P. Q., with jurisdiction over the district of Gaspé.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 22nd of March, 1899, to revoke the appointment of doctor Thomas Ennis, of Grand River, county of Gaspé, as a justice of the peace in virtue of article 2572 of the R. S. P. Q., pursuant to article 2564 of the aforesaid statutes.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du 22 mars 1899, de nommer M. Joseph Pilon, registraire du comté de Bagot, juge de paix en vertu de l'article 2572 des S. R. P. Q., avec juridiction sur les districts de Saint-Hyacinthe, Bedford et Arthabaska. 1173

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du 22 mars 1899, de nommer MM. Alphonse Pouliot, greffier de la couronne pour le district de Québec, et Marcel Chabot, avocat, tous deux de la cité de Québec, réviseurs pour former partie du bureau des réviseurs de la cité de Québec, conformément aux dispositions de la "loi électorale de Québec, 1895", et de ses amendements. 1167

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du 22e jour de mars 1899, de nommer W. J. Watts, éc., avocat, M. A. L., de Drummondville, membre du conseil de l'Instruction publique, en remplacement du Ven. Archdeacon Lindsay, M. A., D. C. L., qui a résigné. 1171

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 22nd of March, 1899, to appoint Mr. Joseph Pilon, registrar for the county of Bagot, a justice of the peace in virtue of article 2572 of the R. S. P. Q., with jurisdiction over the districts of Saint Hyacinthe, Bedford and Arthabaska. 1174

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 22nd of March, 1899, to appoint Messrs. Alphonse Pouliot, clerk of the crown for the district of Quebec, and Marcel Chabot, advocate, both of the city of Quebec, revisors to form part of the board of revisors of the city of Quebec, pursuant to the provisions of "the Quebec election act, 1895," and of its amendments. 1168

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 22nd day of March, 1899, to appoint W. J. Watts, esq., advocate, M. L. A., of Drummondville, a member of the council of Public Instruction, to replace the Ven. Archdeacon Lindsay, M. A., D. C. L., who has resigned. 1172

Proclamation

Canada,
Province de
Québec. }

L. A. JETTÉ.

(L. S.)

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, défenseur de la foi, etc., etc., etc.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner—SALUT :

PROCLAMATION.

HORACE ARCHAMBEAULT, } **A**T T E N D U qu'en
Proc.-Général. } vertu des dispositions de l'article 5662 des Statuts refondus de la province de Québec, il est décrété qu'il sera préparé, sous la direction du Commissaire de la Colonisation et des Mines, un plan de chaque cité, ville et village constitué en corporation, paroisse, canton ou partie d'iceux, dans chaque comté ou division d'enregistrement dans la province, avec un livre de renvoi indiquant ces endroits et énonçant ce qui suit :

1. Une description générale de chaque lot ou lopin de terre désigné dans le plan qui s'y rapporte ;
2. Le nom du propriétaire de chaque lot ou lopin de terre séparé, ou le nom du propriétaire de tout droit réel en tel lot, autant qu'il est possible de s'en assurer ; et

3. Toute chose propre à faire comprendre le plan.

Chaque lot ou lopin de terre séparé, désigné sur le plan et indiqué dans le livre par un numéro qui est marqué sur le plan et inscrit sur le livre.

Le Commissaire peut adopter tout moyen qu'il croit propre à en assurer l'exactitude.

Chaque plan et livre de renvoi sont dressés jusqu'à une date précise à laquelle ils sont corrigés aussi bien que possible ; cette date y est marquée, et le plan qui est signé par le Commissaire reste dans les archives de son bureau.

Et vu les dispositions suivantes des articles 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173 et 2176a du Code Civil du Bas-Canada, savoir :

"2168. Après que copie des plan et livre de renvoi a été déposée dans un bureau d'enregistrement pour toute sa circonscription, et qu'il a été donné avis par proclamation, tel que mentionné en l'article 2169, le numéro donné à un lot sur le plan et dans

Proclamation

Canada,
Province of
Quebec. }

L. A. JETTÉ.

(L. S.)

VICTORIA, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Queen, Defender of the Faith, &c., &c., &c.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING :

PROCLAMATION.

HORACE ARCHAMBEAULT, } **W**HEREAS, in virtue
Atty. General. } of the provisions of article 5662 of the Revised Statutes of the province of Quebec, it is enacted that the Commissioner of Colonization and Mines shall cause to be prepared, under his superintendence, a plan of each city, town, incorporated village, parish, township, or part thereof, in each county or registration division in the Province, with a book of reference to each, in which are set forth :

1. A general description of each lot or parcel of land shewn on the plan to which it refers ;
2. The name of the owner of each separate lot or parcel of land or of any estate therein, so far as it can be ascertained ; and

3. Everything necessary to the right understanding of such plan.

Each separate lot or parcel of land, shewn on the plan, shall be referred to in the said book, by a number which shall be marked upon the plan and entered in the book.

The Commissioner may adopt any means he thinks proper to ensure the correctness thereof.

Each plan and book of reference shall be made up to some precise date, up to which it shall be corrected as far as possible, and such date is marked upon it and the plan which is signed by the Commissioner remains of record in his office.

And considering the following provisions of articles 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173 and 2176a of the Civil Code of Lower Canada, to wit :

"2168. When a copy of the plan and book of reference for the whole of a registration division, has been deposited in the office for such division, and notice has been given by proclamation in the manner mentioned in article 2169, the number

le livre de renvoi est la vraie description de ce lot et suffit dans tout document quelconque ; et toute partie de ce lot est suffisamment désignée en déclarant qu'elle fait partie de ce lot et en indiquant à qui elle appartient, avec ses tenants et aboutissants ; et tout terrain composé de parties de plus d'un lot numéroté est suffisamment désigné en déclarant qu'il est ainsi composé, et en indiquant quelle partie de chaque lot numéroté il contient.

“ La description d'un immeuble dans l'avis d'une demande en ratification de titre, ou dans l'avis d'une vente par le shérif, ou par licitation forcée, ou de toute autre vente ayant les effets du décret, ou dans telle vente ou jugement de ratification, ne sera censée suffisante que si elle est faite conformément aux prescriptions du présent article.

“ Aussitôt après que le dépôt de tel plan et livre de renvoi a été fait et qu'il en a été donné avis, les notaires sont tenus, en rédigeant les actes concernant les immeubles indiqués sur tel plan, de désigner ces immeubles par le numéro qui leur est donné sur le plan et dans le livre de renvoi, de la manière prescrite ci-dessus ; à défaut de telle désignation l'enregistrement ne peut affecter le lot en question, à moins qu'il ne soit produit une requisition ou avis indiquant le numéro sur le plan et livre de renvoi comme étant celui du lot qu'on veut affecter par tel enregistrement.

“ 2169. Le dépôt des plan et livre de renvoi primitifs dans une circonscription d'enregistrement est annoncé par proclamation du Gouverneur en Conseil, fixant en même temps le jour auquel les dispositions de l'article 2168 y deviendront en force.

“ 2170. A compter de ce dépôt, le régistreur doit préparer l'index mentionné en second lieu dans l'article 2161.

“ 2171. A compter de l'époque fixée dans telle proclamation, le régistreur doit faire l'index des immeubles et le continuer jour par jour en inscrivant sous chaque numéro de lot indiqué séparément au plan et au livre de renvoi, un renvoi à chaque entrée faite subséquemment dans les autres livres et registres affectant tel lot de manière à mettre toute personne en état de constater facilement toutes les entrées faites subséquemment concernant ce lot.

“ 2172. Dans les deux ans qui suivent la date fixée par la proclamation du Lieutenant-Gouverneur, pour la mise en vigueur des dispositions de l'article 2168, dans une division d'enregistrement, l'enregistrement de tout droit réel sur un lot de terre compris dans cette division y doit être renouvelé au moyen de la transcription, dans le livre tenu à cet effet, d'un avis désignant l'immeuble affecté, en la manière prescrite en l'article 2168, et observant les autres formalités prescrites en l'article 2131 pour le renouvellement ordinaire de l'enregistrement des hypothèques.

“ Il est tenu un index des livres employés à la transcription de l'avis mentionné au présent article, de la même manière que l'index mentionné en l'article 2131.

“ 2173. A défaut de tel renouvellement, les droits réels conservés par le premier enregistrement n'ont aucun effet à l'égard des autres créanciers, ou des acquéreurs subséquents dont les droits sont régulièrement enregistrés.

“ 2176a. Chaque fois que le plan des lots d'une cité, d'une ville, d'un village, d'une paroisse, d'un canton, ou d'une division quelconque de ces localités, faisant partie d'une division d'enregistrement, a été fait conformément à la loi, le Lieutenant-Gouverneur en conseil peut faire déposer au bureau du régistreur de la division d'enregistrement qu'il appartient, une copie correcte de ce plan, ainsi qu'une copie du livre de renvoi qui s'y rapporte.

“ Le dépôt de ces plan et livre de renvoi, est annoncé par une proclamation du Lieutenant-Gouverneur en conseil, fixant en même temps le jour auquel les dispositions de l'article 2168 deviendront en vigueur dans cette division d'enregistrement, rela-

given to a lot upon the plan and in the book of reference is the true description of such lot, and is sufficient as such in any document whatever ; and any part of such lot is sufficiently designated by stating that it is part of such lot and mentioning who is the owner thereof and the properties contiguous thereto ; and any piece of land composed of parts or more than one numbered lot is sufficiently designated by stating that it is so composed and mentioning what part of each numbered lot it contains.

“ The description of an immoveable in the notice of application for confirmation of title, or in the notice of a sale by the sheriff or by forced licitation, or of any sale having the effect of a sheriff's sale, or in the sheriff's deed, or in the judgment of confirmation, will not be deemed sufficient, unless it is made in conformity with the provisions of this article.

“ As soon as such plan and book of reference have been deposited and notice thereof has been given, notaries passing acts concerning immoveables indicated on such plan are bound to designate such immoveables by the number given to them upon such plan and in the book of reference, in the manner above prescribed ; in default of such designation the registration does not affect the lot in question, unless there is filed a requisition or notice indicating the number on the plan and book of reference as being that of the lot intended to be affected by such registration.

“ 2169. The deposit of the original plan and book of reference in any registration division is declared by a proclamation from the Governor in Council, fixing at the same time the day on which the provisions of article 2168 shall come into force therein.

“ 2170. The registrar so soon as such deposit has been made, must prepare the index to immoveables mentioned in the second place in article 2161.

“ 2171. From and after the day appointed by such proclamation, the registrar must, from day to day, make up and continue the index to immoveables by entering under the number of each lot separately designated upon the plan and book of reference, a reference to each entry thereafter made in the other books and registers affecting such lots, so as to enable any person easily to ascertain all the entries concerning it, made after that time.

“ 2172. Within two years from the date fixed by the Lieutenant Governor's proclamation, bringing the provisions of article 2168 into force in any registration division, the registration of any real right upon any lot of land within such division must be renewed by means of the registry at length, in the book kept for that purpose, of a notice describing the immoveable affected in the manner prescribed in article 2168 and conforming to the other formalities prescribed in article 2131 for the ordinary renewal of the registration of hypothecs.

“ An index must be kept for the books used for the registration of the notice mentioned in this article, in the same manner as the index mentioned in article 2131.

“ 2173. If such renewal be not effected, the real rights preserved by the first registration have no effect against other creditors and subsequent purchasers whose claims have been regularly registered.

“ 2176a. Whenever the plan of the lots of any city, town, village, parish, township, or any division whatsoever of such localities, forming part of any registration division, has been made in conformity with the law, the Lieutenant-Governor in Council may cause to be filed in the registrar office of the proper registration division, a correct copy of such plan, together with a copy of the book of reference relating thereto.

“ The deposit of these plan and book of reference is announced by a proclamation of the Lieutenant-Governor in Council, which at the same time determines the day upon which the provisions of the article 2168 shall come into force in such registration

tivement à la localité dont le plan a été ainsi déposé ; et à dater de l'époque fixée dans la proclamation, toutes les dispositions de ce Code s'appliquent à ces plan et livre de renvoi, ainsi qu'aux propriétés qui y sont comprises et aux contrats, hypothèques ou actes quelconques, concernant ou affectant ces propriétés, de la même manière que si le dépôt du plan de toute la division d'enregistrement eût été fait conformément à l'article 2166 ".

ET ATTENDU que l'honorable Commissaire de la Colonisation et des Mines de Notre Province de Québec, a fait préparer, sous sa direction, des plans et livres de renvoi officiels du cadastre des cantons Hamilton et Port Daniel, comté de Bonaventure, dans la première division d'enregistrement ;

ET ATTENDU que les dits plans et livres de renvoi ont été dressés jusqu'à une date précise marquée en iceux, lesquels sont signés par Notre dit Commissaire de la Colonisation et des Mines, et restent dans les archives de son bureau ; ET ATTENDU que des copies des dits plans et livres de renvoi certifiées par le dit Commissaire de la Colonisation et des Mines, ont été déposées dans le bureau d'enregistrement de la première division d'enregistrement du comté de BONAVENTURE, et restent ouvertes à l'inspection du public, pendant les heures de bureau, savoir : depuis neuf heures du matin jusqu'à trois heures de l'après-midi, chaque jour de la semaine, les dimanches et les fêtes exceptés ; ET ATTENDU qu'à l'égard des dits plan et livre de renvoi, Notre dit Commissaire de la Colonisation et des Mines s'est en tout point, conformé aux dispositions du dit article 5662 des Statuts refondus de la province de Québec, et à celles du Code Civil du Bas-Canada qui s'y rapportent.

ET ATTENDU que le lieutenant-gouverneur de Notre dite Province de Québec, de l'avis du Conseil Exécutif de la dite Province, a fixé le DIXIEME jour du mois d'AVRIL prochain, comme devant être le jour à partir duquel les dispositions de l'article 2168 du Code Civil du Bas-Canada deviendront et seront en vigueur dans la dite première division d'enregistrement du comté de BONAVENTURE, relativement aux cantons HAMILTON et PORT DANIEL, faisant partie de la dite première division d'enregistrement ;

A CES CAUSES, Nous déclarons, par Notre présente Proclamation, qu'à partir du dit DIXIEME jour du mois d'AVRIL prochain, les dispositions de l'article 2168 du Code Civil du Bas-Canada, deviendront et seront en vigueur dans la dite première division d'enregistrement du comté de BONAVENTURE, relativement aux cantons HAMILTON et PORT DANIEL ; Et par ces présentes, Nous invitons toutes personnes ayant des hypothèques enregistrées dans la dite première division d'enregistrement du comté de BONAVENTURE, de les renouveler dans les deux ans qui suivront le dit DIXIEME jour du mois d'AVRIL prochain, à peine de perdre la priorité conférée par le dit Code Civil.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable LOUIS A. JETTE, Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce VINGT-QUATRIEME jour de MARS, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf, et de Notre Règne la soixante et deuxième.

Par ordre,

JOS. BOIVIN.

Assistant secrétaire de la province

division, respecting the localities whereof the plan has been so filed ; and from the date of the period fixed in such proclamation, all the provisions of this code apply to these plan and to such book of reference and to all properties comprised in the said plan, and to all contracts, hypothecs or acts whatever concerning or affecting these properties, in the same manner as if the plan of the whole registration division had been deposited in conformity with article 2166. "

AND WHEREAS the Honorable the Commissioner of Colonization and Mines of Our Province of Quebec, has caused to be prepared, under his superintendance, correct plans and books of reference of the townships of Hamilton and Port Daniel, county of Bonaventure, in the first registration division.

AND WHEREAS such plans and books of reference have been made up to some precise date marked upon the same, which bear also the signature of Our said Commissioner of Colonization and Mines, and remain of record in his office ; AND WHEREAS a copy of such plans and books of reference certified by the said Commissioner of Colonization and Mines, has been deposited in the office of the registrar for the first registration division of the county of BONAVENTURE, and there remain open to the inspection of the public, during office hours, that is to say : between the hours of nine in the forenoon and three in the afternoon, every day of the week, excepting Sundays and Holidays ; AND WHEREAS, so far as regards such plan and book of reference, Our said Commissioner of Colonization and Mines has, in every respect, complied with the provisions of the said article 5662 of the Revised Statutes of the Province of Quebec and with those of the Civil Code of Lower Canada relating thereto.

AND WHEREAS the Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec, with the advice of the Executive Council thereof, has fixed the TENTH day of the month of APRIL next, as the day from and after which the provisions of article 2168 of the Civil Code of Lower Canada shall come into force in the said first registration division of the county of BONAVENTURE, respecting the townships of HAMILTON and PORT DANIEL, forming part of the said first registration division ;

NOW KNOW YE, that We do, by this Our Proclamation, declare that from the said TENTH day of the month of APRIL next, the provisions of article 2168 of the Civil Code of Lower Canada, shall come into force in and apply respectively to the said first registration division of the county of BONAVENTURE, respecting the townships of HAMILTON and PORT DANIEL ; And we do hereby call upon all persons having hypothecs registered in the said first registration division of the county of BONAVENTURE, to renew the same within the period of two years after the said TENTH day of the month of APRIL next, on pain of the forfeiture of priority provided in the said Civil Code.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our Province of Quebec, to be hereunto affixed: WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved the Honorable LOUIS A. JETTE, Lieutenant Governor of the Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this TWENTY-FOURTH day of MARCH, in the year of Our Lord, one thousand eight hundred and ninety-nine, and in the sixty-second year of Our Reign.

By command,

JOS. BOIVIN,

Assistant Provincial Secretary.

Avis du Gouvernement

DÉPARTEMENT DE L'AGRICULTURE.

AVIS PUBLIC.

Avis public est par les présentes donné que le cercle agricole ci-après mentionné, ayant transmis au département de l'Agriculture la déclaration voulue par la loi, et s'étant conformé à toutes les exigences du statut 56 Victoria, chapitre 20, le soussigné autorise la formation de ce cercle qui est par les présentes constitué en corporation.

Dans le comté de QUÉBEC, le cercle ci-dessous est autorisé sous le nom suivant, savoir :

Cercle agricole de la paroisse de Saint-Gabriel de Valcartier.

F. G. MIVILLE DECHENE,
Commissaire de l'Agriculture.

Québec, 27 mars 1899. 1153

Avis public est par le présent donné que, en vertu de "la loi corporative des compagnies à fonds social" des lettres patentes ont été émises sous le grand Sceau de la province de Québec, en date du vingt-quatrième jour de mars courant, constituant en corporation l'honorable François Gilbert Miville Déchéne, avocat; Joseph Alfred Langlais, négociant; Gaspard Rochette, négociant; Napoléon Lavoie, comptable; Joseph Gauthier, négociant, tous de la cité de Québec, pour les fins suivantes, savoir: l'exploration, l'exploitation et la recherche des terrains miniers dans la province de Québec, la recherche et l'exploitation des pouvoirs d'eau et de toutes industries se rattachant à l'exploitation minière et industrielle dans la province de Québec, sous le nom de "L'Union industrielle et métallurgique du Labrador," avec un fonds social s'élevant en totalité à dix mille piastres (\$10,000), divisé en cent parts (100) de cent piastres (\$100.00) chacune.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce vingt-cinquième jour de mars 1899.

JOS. BOIVIN,

1141 Assistant-Secrétaire de la province.

Avis public est par le présent donné que, en vertu de la "loi corporative des compagnies à fonds social", des lettres patentes ont été émises sous le grand Sceau de la province de Québec, en date du 24 mars 1899, incorporant Joseph D. Guay, maire de Chicoutimi; l'abbé C. Léon Parent, prêtre, V. F.; François-Xavier Gosselin, protonotaire; J. E. Alfred Dubuc, directeur-gérant de la Cie de Pulpe, tous quatre de la ville de Chicoutimi; Charles Angers, avocat et M. P., de Saint-Etienne de la Malbaie, et Onézime Côté, de Bagotville, rentier, pour les fins suivantes: d'acquiescer tous les droits, pouvoirs, privilèges, franchises et propriétés de "La compagnie municipale des eaux de Chicoutimi" et de "La compagnie électrique de Chicoutimi," et d'en assumer toutes les obligations; continuer l'aqueduc de la dite compagnie des eaux en dehors des limites de la ville de Chicoutimi; acquiescer et exploiter la ligne ou réseau téléphonique existant dans le comté de Chicoutimi, et en continuer la construction et l'exploitation dans le comté susdit et autres comtés de la province de Québec, et en général exercer l'industrie de l'électricité dans toutes ses branches et pour toutes les fins auxquelles elle peut s'appliquer et faire toutes choses relatives aux objets de la compagnie, sous le nom de "La Compagnie des eaux et de l'électricité de Chicoutimi," avec un fonds social s'élevant en totalité à cent vingt-cinq mille piastres (\$125,000), divisé en douze cent cinquante (1250) actions de cent piastres (\$100) chacune.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce vingt-septième jour de mars 1899.

JOS. BOIVIN,

1169 Assistant secrétaire de la province.

Government Notice

AGRICULTURE DEPARTMENT.

PUBLIC NOTICE.

Public notice is hereby given that the farmers' club hereinafter mentioned, having transmitted to the department of agriculture the declaration required by law, and having complied with all the requirements of the statute 56 Victoria, chapter 20, the undersigned authorize the formation of this club which is hereby constituted in corporation.

In the county of QUEBEC, the following club is authorized under the name given hereafter, to wit: Farmer's club of the parish of Saint Gabriel de Valcartier.

F. G. MIVILLE DECHENE,
Commissioner of Agriculture.

Quebec, 27th March, 1899. 1154

Public notice is hereby given that, under the "Joint Stock Companies Incorporation Act," letters patent have been issued under the great Seal of the province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of March instant, incorporating the Honorable Gilbert Miville Déchéne, advocate; Joseph Alfred Langlais, merchant; Gaspard Rochette, merchant; Napoléon Lavoie, accountant; Joseph Gauthier, merchant, all of the city of Quebec, for the following purposes, to wit: prospecting, mining and exploring for mining lands in the province of Quebec, searching for and working water powers and all industries connected with mining and industrial operations in the province of Quebec, by the name of "L'Union industrielle et métallurgique du Labrador," with a total capital stock of ten thousand dollars (\$10,000), divided into one hundred (100) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

Dated at the office of the secretary of the province of Quebec, this twenty-fifth day of March, 1899.

JOS. BOIVIN,

1142 Assistant Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the "Joint Stock Companies Incorporation Act," letters patent have been issued under the great seal of the province of Quebec, bearing date the 24th day of March, 1899, incorporating Joseph D. Guay, mayor of Chicoutimi; the abbé C. Léon Parent, priest, V. F.; François-Xavier Gosselin, protonotaire; J. E. Alfred Dubuc, managing director of the Pulp Company, all four of the town of Chicoutimi; Charles Angers, advocate and M. P., of Saint Etienne de la Malbaie, and Onézime Côté, of Bagotville, burgess, for the following purposes: to acquire all the rights, powers, privileges, franchises and properties of "La compagnie municipale des eaux de Chicoutimi," and of "La compagnie électrique de Chicoutimi," and to assume all the obligations thereof; to continue the aqueduct of the said company to carry water beyond the limits of the town of Chicoutimi; to acquire and operate the telephone line and network already in existence in the county of Chicoutimi, and to continue constructing and operating the same in the aforesaid county and other counties of the province of Quebec, and generally to carry on the industry of electricity in all its branches and for all the purposes to which it may be applied and to do all things connected with the objects of the company, by the name of "La compagnie des eaux et de l'électricité de Chicoutimi," with a total capital stock of one hundred and twenty-five thousand dollars (\$125,000), divided into twelve hundred and fifty (1250) shares of one hundred dollars (\$100) each.

Dated at the office of the secretary of the province of Quebec, this twenty-seventh day of March, 1899.

JOS. BOIVIN,

1170 Assistant provincial secretary.

No 2062.97.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Rectification des limites de l'Anse au Griffon.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR par ordre en conseil, en date du 22 mars dernier 1899, de définir et fixer les limites de la dite municipalité comme suit, savoir :

Au sud-est dans le canton du Cap Rosier, par les lots exclusivement numéro cinquante du premier rang, quarante-trois du deuxième rang, trente du troisième rang et le cordon sud du quatrième rang ; au sud par le cordon sud des rangs irréguliers A. B. du canton de Gaspé Baie nord ; puis à l'ouest comprenant une lisière de terrain joignant les rangs irréguliers susdits A. B., lisière de la largeur d'un rang courant vers le nord jusqu'au rang II, E du canton de Fox, moins les terres qui n'appartiendront pas aux catholiques dans le canton de Gaspé Baie Nord, et les lots de la lisière susdite qui sont ou deviendront propriétés des résidents du comté de Fox ; y inclure les lots numéros 1, 2, 3 du susdit rang II E, en les retranchant de la municipalité scolaire de la Rivière au Renard ; au nord par le fleuve Saint-Laurent jusqu'à la limite du canton de Fox.

No 917.97.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Delimitation de municipalités scolaires.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil en date du 22 mars dernier 1899, de détacher des lots 9 et 10 du deuxième rang nord, canton de Hope, comté de Bonaventure, de la municipalité scolaire de Saint-Godefroi, et les annexer à la municipalité scolaire de Port Daniel ouest, même comté, pour les écoles protestantes.

Cette délimitation ne prendra effet que le premier juillet prochain 1899.

No 175.99

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Rectification des limites de municipalités scolaires.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du 22 mars dernier (1899), de statuer que la ligne de démarcation entre la municipalité scolaire de la paroisse de "Sainte-Geneviève No 1" et la municipalité scolaire de la paroisse de "Sainte-Geneviève No 3," dans le comté de Jacques-Cartier, soit la ligne de division entre les lots Nos 147 et 148, et les lots Nos 146 et 150, du cadastre de la paroisse de Sainte-Geneviève, dans le dit comté.

No 216.99.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Delimitation de municipalités scolaires.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil en date du 22 mars dernier (1899), de détacher de la municipalité scolaire de "Sainte-Anne de Bellevue," comté de Jacques-Cartier, le lot No 302 du cadastre de la paroisse de Sainte-Anne du Bout de l'Île, et l'annexer, pour les fins scolaires, à la municipalité scolaire de "Sainte-Anne du Bout de l'Île," dans le même comté. Cette annexion ne devra prendre effet que le 1er juillet prochain (1899).

No 491.95.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Delimitation de municipalités scolaires.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du 22

No. 2062.97.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Rectification of the limits of Griffin Cove.

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, on the 22nd of March last, 1899, to define and fix the limits of the said municipality as follows, to wit :

On the south east in the township of Cap Rosier, by lots exclusively number fifty of the first range, forty-three of the second range, thirty of the third range, and the south division line of the fourth range ; on the south by the south division line of the irregular ranges A. B. of the township of Gaspé Bay North ; then on the west comprising a strip of land adjoining the irregular ranges A. B. aforesaid, strip of the width of a range running northwards to range II. E. of the township Fox, less the lands which will not belong to catholics in the township of Gaspé Bay North, and the lots of the said strip which are or will become the property of the residents of the township Fox, including therein lots numbers 1, 2, 3 of the said range II. E, by detaching them from the school municipality of Fox River ; on the north by the river Saint Lawrence to the limit of the township Fox.

No 917.97.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Boundaries of school municipalities.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, on the 22nd of March last, 1899, to detach lots 9 and 10 of second range north, township of Hope, Bonaventure county, from the school municipality of Saint Godefroid, and to annex them to the school municipality of Port Daniel west, same county, for protestant school purposes.

This delimitation to take effect only on the first of July next, 1899.

No 175.99.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Rectification of limits of school municipalities.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, on the 22nd of March last, 1899, to enact that the division line between the school municipality of the parish of "Saint Geneviève No. 1," and of "Saint Geneviève No. 3," in the county of Jacques Cartier, shall be the dividing line between lots No. 147 and 148, and lots Nos. 146 and 150, of the cadastre of the parish of Saint Geneviève, in the said county.

No 216.99.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Boundaries of School Municipalities.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, on the 22nd of March last, 1899, to detach from the school municipality of "Sainte Anne de Bellevue," county of Jacques-Cartier, the cadastral lot No. 302 of the parish of Sainte Anne du Bout de l'Île, and annex it, for school purposes, to the school municipality of "Sainte Anne du Bout de l'Île," in the same county. This annexion to take effect only on the 1st of July next (1899.)

No 491.95.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Boundaries of School Municipalities.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, on the 22nd of March last, 1899, to

mars dernier 1899, de détacher de la municipalité scolaire de Sainte-Brigide, comté d'Iberville, les lots suivants du cadastre de la paroisse de Sainte-Brigide, savoir : les Nos 529, 530, 531, 532 et 533, et les annexer, pour les fins scolaires, à la municipalité scolaire de "Saint-Alexandre," dans le même comté. Cette annexion ne devant prendre effet que le 1er juillet prochain (1899). 1151

No 339-99.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

AVIS.

Délimitation de municipalités scolaires.

Détacher de la municipalité scolaire de Saint-Tite Nord, comté de Champlain, les deux emplacements formant partie du lot No 245, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Tite, et actuellement occupés par MM. Narcisse Marchand et Martial Massicotte, et les annexer pour les fins scolaires, à la municipalité de Saint-Tite, "Village."

Cette annexion ne devant prendre effet que le 1er juillet prochain 1899. 1147

No. 3030.98.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

AVIS

Erection d'une nouvelle municipalité scolaire.

Détacher de la municipalité de Saint-Alban, comté de Portneuf, les lots suivants du cadastre de la paroisse de Saint-Alban, savoir : à partir et y compris le lot No 179, jusqu'au lot No 289 inclusivement, moins les lots Nos 226, 235, 236, 243 et 246.

Cette érection ne prendra effet que le 1er juillet prochain 1899. 1177

PROVINCE DE QUÉBEC.

Departement des Terres, Forêts et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que les ventes, concessions, location, permis d'occupation des lots de terre dont suit une liste seront révoqués en tout temps après le trentième jour qui suivra l'affichage de l'avis qui sera fait conformément à l'article 1287 des Statuts Refondus de Québec, savoir :

Adj. 6741.

Blake.

Lots 25 et 26, du 6e rang, à Paul Dantigny.

E. E. TACHÉ,
Assistant-commissaire.

Departement des Terres,
Forêts et Pêcheries.
Québec, 1er avril 1899.

PROVINCE DE QUÉBEC.

Departement des Terres, Forêts et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que les ventes, concessions, location, permis d'occupation des lots de terre dont suit une liste seront révoqués en tout temps après le trentième jour qui suivra l'affichage de l'avis qui sera fait conformément à l'article 1287 des Statuts Refondus de Québec, savoir :

Adj. 6742.

Dorion.

Lots 8 et 9, du 1er rang, à John Wilson.
Lots 3 et 4, du 1er rang, à Frederick Moore.
Lots 1 et 2, du 1er rang, à William Theyer.

detach from the school municipality of Sainte-Brigide, county of Iberville, the following cadastral lots of the parish of Sainte-Brigide, to wit : Nos. 529, 530, 531, 532 and 533, and annex them, for school purposes, to the school municipality of "Saint Alexandre," in the same county. This annexation to take effect only on the 1st of July next (1899). 1152

No. 339-99.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

NOTICE.

Boundaries of school municipalities.

To detach from the school municipality of Saint Tite Nord, county of Champlain, the two lots forming part of lot No. 245, of the official cadastre of the parish of Saint Tite, and actually occupied by Messrs Narcisse Marchand and Martial Massicotte, and annex them for school purposes, to the school municipality of Saint Tite "Village."

This annexation to take effect only on the 1st of July next, 1899. 1148

No. 3030.98.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

NOTICE.

Erection of a new school municipality.

To detach from the municipality of Saint Alban, county of Portneuf, the following cadastral lots of the parish of Saint Alban, to wit : starting from and including lot No. 179, to lot No. 289 included, less the lots Nos. 226, 235, 236, 243 and 246.

This erection to take effect only on the 1st of July next, 1899. 1178

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Forests and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, that the sale, grant, location, permit of occupation of the undermentioned lots of land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice in conformity with article 1287 of the Revised Statutes of Quebec, viz :

Adj. 6741.

Blake.

Lots 25 and 26, in the 6th range, to Paul Dantigny.

E. E. TACHE,
Assistant-Commissioner.

Department of Lands,
Forests and Fisheries.
Quebec, 1st April, 1899.

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Forests and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, that the sale, grant, location, permit of occupation of the undermentioned lots of land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice in conformity with article 1287 of the Revised Statutes of Quebec, viz :

Adj. 6742.

Dorion.

Lots 8 and 9, in the 1st range, to John Wilson.
Lots 3 and 4, in the 1st range, to Frederick Moore.
Lots 1 and 2, in the 1st range, to William Theyer.

Lot 4, du 2e rang, à Octave Labelle, jun.
 Lot 5, du 2e rang, à Octave Labelle, sen.
 E. E. TACHÉ,
 Assistant-Commissaire.

Département des Terres,
 Forêts et Pêcheries.
 Québec, 1er avril 1899.

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres, Forêts et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que les vente, concession, location, permis d'occupation des lots de terre dont suit une liste seront révoqués en tout temps après le trentième jour qui suivra l'affichage de l'avis qui sera fait conformément à l'article 1287 des Statuts Refondus de Québec, savoir :
 Adj. 6743.

Wexford.

Lot 42, du 3e rang, à Daniel Lépine.

Howard.

Lot 19, du 2e rang, à Wilfrid et Damase Brisebois.

E. E. TACHÉ,
 Assistant-commissaire.

Département des Terres,
 Forêts et Pêcheries.
 Québec, 1er avril 1899.

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres, Forêts et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que les vente, concession, location, permis d'occupation des lots de terre dont suit une liste seront révoqués en tout temps après le trentième jour qui suivra l'affichage de l'avis qui sera fait conformément à l'article 1287 des Statuts Refondus de Québec, savoir :

Canton Malherbe.

Lots 68 et 69, du rang O. chemin de fer, à J. H. Patry.

E. E. TACHÉ,
 Assistant-Commissaire.

Département des Terres,
 Forêts et Pêcheries.
 Québec, 1er avril 1899.

1175

No 444-99.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

AVIS

Delimitation de municipalités scolaires.

Détacher de la municipalité scolaire de Sainte-Cécile, comté de Beauharnois, les lots suivants du cadastre de la paroisse de Sainte-Cécile, savoir : Nos. 84, 85, 88, et partie des lots Nos. 83, 86, 87, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97 et 98, et leur subdivision, et les annexer pour les fins scolaires, à la municipalité scolaire de "Salaberry," dans le même comté.

Cette annexion ne devant prendre effet que le 1er juillet prochain, 1899.

1035-2

BUREAU DU SECRÉTAIRE.

Québec, 23 mars 1899.

Avis public est par le présent donné qu'une requête a été présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, par Victor Morin, écrivain, notaire public, de la cité de Montréal, par laquelle il demande le transfert en sa faveur des minutes, répertoire et index de feu le notaire Denis Emery Papineau, en son vivant du même lieu, en

Lot 4, in the 2nd range, to Octave Labelle, jun.
 Lot 5, in the 2nd range, to Octave Labelle, sen.
 E. E. TACHE,
 Assistant-Commissioner.

Department of Lands,
 Forests and Fisheries.
 Quebec, 1st April, 1899.

PROVINCE OF QUEBEC

Department of Lands, Forests and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, that the sale, grant, location, permit of occupation of the undermentioned lots of land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice in conformity with article 1287 of the Revised Statutes of Quebec, viz :
 Adj. 6743.

Wexford.

Lot 42, in the 3rd range, to Daniel Lépine.

Howard.

Lot 19, in the 2nd range, to Wilfrid and Damase Brisebois.

E. E. TACHE,
 Assistant-Commissioner.

Department of Lands,
 Forests and Fisheries.
 Quebec, 1st April, 1899.

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Forests and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, that the sale, grant, location, permit of occupation of the undermentioned lots of land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice in conformity with article 1287 of the Revised Statutes of Quebec, viz :

Township Malherbe.

Lots 68 and 69, of range W. railroad, to J. H. Patry.

E. E. TACHÉ,
 Assistant-Commissioner.

Department of Lands,
 Forests and Fisheries.
 Quebec, 1st April, 1899.

1176

No. 444-99.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

NOTICE.

Boundaries of school municipalities.

To detach from the school municipality of Sainte-Cécile, county of Beauharnois, the following cadastral lots of the parish of Sainte-Cécile, to wit : Nos. 84, 85, 88, and part of lots Nos. 83, 86, 87, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97 and 98, and their subdivision, and annex them for school purposes, to the school municipality of "Salaberry," in the same county.

This annexation to take effect only on the 1st of July next, 1899.

1036

SECRETARY'S OFFICE.

Québec, 23rd March, 1899.

Public notice is hereby given that a petition has been presented to His Honor the lieutenant governor of the province of Quebec, by Victor Morin, esquire, notary public, of the city of Montreal, by which he prays for the transfer in his favor of the minutes, repertory and index of the late Denis Emery Papineau, notary public, in his lifetime (of the same

vertu des dispositions du code du notariat, (art. 3685 S. R. P. Q.)

J. E. ROBIDOUX,
Secrétaire de la province.

1083-2

BUREAU DU SECRÉTAIRE.

Québec, 10 mars 1899.

Avis public est par le présent donné qu'une requête a été présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, par George R. Lighthall, écrl., notaire public, de la cité de Montréal, par laquelle il demande le transfert en sa faveur des minutes, répertoire et index de feu Hugh Brodie, en son vivant écrl., notaire public, du même lieu, en vertu des dispositions du code du notariat, (art. 3685 S. R. P. Q.)

J. E. ROBIDOUX,
Secrétaire de la province.

947-4

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS
DU CONSEIL LEGISLATIF.

Relatifs aux avis de Bills Privés.

53.—Toute demande de bills privés, qui sont proprement du ressort de la Législature de la Province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un hâvre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables; soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social; incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun canton, le changement de site d'aucun chef lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le ré-arpentage de tout canton, ligne ou concession; ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur,—exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré dans la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district auquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication (dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage les personnes se proposant de faire cette pétition devront en donnant l'avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège, de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

60.—Les dépenses et frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif ou

place, in virtue of the provisions of the notarial code, (art. 3685 R. S. P. Q.)

1084

J. E. ROBIDOUX,
Provincial secretary.

SECRETARY'S OFFICE.

Québec, 10th March, 1899.

Public notice is hereby given that a petition has been presented to His Honor the lieutenant governor of the province of Quebec, by George R. Lighthall, esquire, notary public, of the city of Montreal, by which he asks for the transfer in his favor of the minutes, repertory and index of the late Hugh Brodie, esq., notary public, in his lifetime of the same place, in virtue of the provisions of the notarial code, (art. 3685 R. S. P. Q.)

J. E. ROBIDOUX,
Provincial secretary.

948

EXTRACTS OF RULES AND REGULATION
OF THE LEGISLATIVE COUNCIL.

Relating to notices for Private Bills.

53.—All applications for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 53, whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbour, canal, lock, dam of slide, or other like works; the granting of a right of ferry; the construction of works for supplying gas or water; the incorporation of an particular profession or trade, or of any joint stock company; the incorporation of a city, town, village, or other municipality; the levying of any local Assessment; the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township; the removal of the site of any county town, or of local offices; the regulation of any common; the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter, or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community; or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz:—

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there be but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette*, and in a paper published in an adjoining district.

Such notice shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll-bridge, is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall upon giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts or vessels, and mentioning also whether they intend to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

60.—The expenses and costs attending on private bills giving an exclusive privilege, or for any other

pour toute autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation, ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs; de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cent piastres immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaises et françaises, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés; et s'il y a des amendements lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passation devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français et 100 en anglais du bill tel qu'amendé; Et de plus aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été vu, examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur de la Reine, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 600 de la version française, pour le gouvernement

object of profit, or private, corporate, or individual advantage; or for amending, extending, or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof; and all such bills shall be prepared in the English and French languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the House, and two hundred and fifty copies thereof in French, and one hundred in English, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file at the private bill office two hundred and fifty additional copies in French, and one hundred copies in the English language, of the bill as amended, and, moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bills before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the Queen's printer shall have been filed with the clerk that the cost of printing two hundred and fifty of the act in English and five hundred copies in French, for the government, has been paid him.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payé au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

If a copy of the Bill have not deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—L'honoraire payable lors de la seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the cost of printing the same is paid in each house.

803

LOUIS FRECHETTE,
G. C. L.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Bills privés.

Nulle pétition pour un bill privé n'est reçue après l'expiration des deux premières semaines de la session. Aucun bill privé ne peut être présenté après l'expiration des trois premières semaines de la session. Aucun rapport d'un comité permanent ou spécial sur un bill privé ne peut être reçu après l'expiration des quatre premières semaines de la session.

1. Toute demande de bills privés relative à des matières qui tombent dans les catégories de sujets dépendant de la législation de Québec, d'après l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue, glissoire ou autres travaux semblables, soit pour la concession d'un droit de passeur, soit pour l'incorporation d'un commerce ou métier spécial, ou d'une compagnie à fonds social; soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité; soit pour le prélèvement d'une contribution locale; soit pour la division d'une municipalité, ou d'un comté pour des fins autres que celles de la représentation dans la législature; soit

804

LOUIS FRECHETTE,
C. L. C.

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

Private Bills.

No petition or any Private Bill shall be received after the first two weeks of the Session. No Private Bill shall be introduced after the first three weeks of the Session. No report of any Standing or Select Committee upon a Private Bill shall be received after the first four weeks of the Session.

All applications for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec within the purview of "The British North America Act, 1867, whether for the erection of a Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turnpike, Road, Telegraph or Telephone Line; the construction or improvement of a Harbour, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work; the granting of a right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company, the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment; the division of any Municipality, or of any County for purposes other than that of Representation in the Legislature; the removal of the site of a County Town or of any local offices; the re-survey of any Township, or of any Town-

pour le changement du chef-lieu d'un comté ou le déplacement de bureaux locaux ; soit pour le réarpentage d'un canton ou d'une ligne ou d'une concession de canton ; soit pour concéder à un ou à des individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, ou l'autorisation de faire quoi que ce soit de nature à affecter les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société ; soit pour faire un amendement d'une nature semblable à un statut existant, — doit être précédé d'un avis spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes être signé au nom de ceux pour qui la demande est faite et doit être publié dans la *Gazette Officielle de Québec*, en français et en anglais, ainsi que dans un journal publié en français et dans un journal publié en anglais dans le district concerné ; et si n'y a pas soit de journal publié en français, soit de journal publié en anglais dans le district, alors dans un journal publié en français ou dans un journal publié en anglais dans district voisin.

3. Cet avis, dans chaque cas, doit être publié d'une manière continue durant une période d'au moins un mois pendant l'intervalle entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au Greffier par ceux qui l'ont publié, pour être déposés au bureau du comité des ordres permanents.

Lorsqu'il s'agit d'un bill privé autorisant la construction d'un pont de péage, la ou les personnes se proposant de demander ce bill doivent, dans l'avis exigé par la règle précédente, indiquer les péages qu'elles se proposent d'exiger, l'étendue du privilège, la hauteur des arches — l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des trains de bois et navires — et l'intention de construire ou non un pont-lévis et les dimensions de ce pont-lévis.

Toute personne demandant un bill privé lui conférant quelque privilège ou profit exclusif, ou conférant un avantage personnelle ou corporatif, ou quelque amendement à un statut existant, doit déposer entre les mains du greffier, huit jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et déposer en même temps entre les mains du comptable de la Chambre une somme suffisante pour payer l'impression de 550 exemplaires en français et 400 exemplaires en anglais, et aussi \$2.00 par page de matière imprimée pour la traduction, et cinquante centimes par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

Ces sommes doivent être payées immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant qu'il soit examiné par le comité.

Les bills pour incorporer des villes ne devront contenir que les dispositions dérogoratoires à l'acte des clauses générales des corporations de ville, en spécifiant, dans chaque cas particulier, la clause du statut général que "on désièra éluder et en remplaçant par une nouvelle clause celle à laquelle il sera ainsi dérogré. Les bills qui ne seront

ship Line or Concession ; or for granting to and individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any existing Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application.

2. Such notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the English and French language, and in one newspaper in the English, and in one newspaper in the French language, and in the district affected ; and in default of either or such newspaper in such District, then in a similar newspaper published in an adjoining District.

3. Such Notice shall be continued, in each case, for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the Petition ; and copies of the newspapers containing the first and last insertion of such notice shall, be sent by the parties who inserted such notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Order.

In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-Bridge, the person or persons intending to petition for such Bill shall, in the Notice prescribed by the preceding Rule, specify the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers, for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

Any person seeking to obtain any Private Bill giving any exclusive privilege or profit, or private or corporate advantage, or for any amendment to any existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, eight days before the opening of the session, a copy of such Bill in the English or French language, and shall at the same time deposit with the accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 400 copies in English and 550 copies in French, and also \$2 per page of printer matter for the translation and 50 cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the contractor.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

Such payments shall be made immediately after the second reading before the consideration of the Bill by such Committee.

Bills for the incorporation of town only shall contain such provisions as may derogate from the town corporations general clauses act, specifying in each special case the clause of the general act which is sought to be departed from, and replacing it by a new clause to be substituted for the one so departed from. Bills which are not framed according

nas rédigés conformément à cette règle, seront refaits par ceux qui en demanderont la passation et réimprimés à leurs dépens, avant d'être examinés par le comité des bills privés."

"Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre, et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoirs électriques ou hydrauliques devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer."

"Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone et la situation des ateliers des compagnies de pouvoirs électriques et hydrauliques devront être produits devant le comité auquel ces bills seront référés, et ce comité ne pourra procéder avant leur production."

"Lorsque les bills privés sont introduits dans le but d'amender des actes existants, ces bills doivent décrire que la clause que l'on désire amender soit révoquée et remplacée par la nouvelle clause, en indiquant les amendements entre crochets."

Dans le cas où les promoteurs de ces bills ne se conformeraient pas à cette disposition, le greffier en chef du bureau des bills privés doit les faire imprimer dans cette forme aux frais des promoteurs."

(a) "Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen de tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente."

L. G. DESJARDINS

805

Greffier de l'Assemblée Législative.

Avis Divers

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, une demande sera faite au lieutenant-gouverneur de la province de Québec, pour obtenir une charte, constituant les requérants en corps politique et incorporé.

1° Le nom collectif sera The Mount Royal Club.

2° L'objet pour lequel l'incorporation est demandée est d'acquies terrain et bâtisses dans la cité de Montréal, et y maintenir un club pour les fins de récréation.

3° La principale place d'affaires de la corporation sera dans Montréal.

4° Le montant proposé du fonds social sera de cent mille piastres divisé en mille actions de cent piastres chacune.

5° Les noms au long, résidences et professions des requérants sont comme suit :

The Right Honorable Lord Strathcona and Mount Royal ; Honorable George Alexander Drummond ; Honorable Louis Joseph Forget ; Robert Craik, M. D. ; Francis Wolferstan Thomas ; Richard Gladworth Angus ; Hugh Montagu Allan ; Hugh Andrew Allan ; Edward Seabourne Clouston ; John Try Davies ; Hugh Graham ; Charles Melville Hays ; George Robertson Hooper ; Henry Vincent Meredith ; Hartland St. Clair Macdougall ; William Molson Macpherson ; William Watson Ogilvie ; Hugh Paton ; James Ross et Henry Stikeman, tous de Montréal.

6° The Right Honorable Lord Strathcona and

to this rule shall be re-framed by the promoters and reprinted at their expense before the Private Bills Committee passes upon such clauses.

All Bills authorizing the building of any railway, turnpike road, telegraph or telephone line shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating electric, water and power companies shall clearly specify the particular privilege conferred, with the name of the places in which they are to be exercised.

Plans shewing the routes of such railways, turnpike roads, telegraph or telephone lines and the positions of the works of any such electric, water and power companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

When Private Bills are introduced for the purpose of amending existing acts, such Bills shall enact that the clause sought to be amended be repealed, and replaced by the new clause, indicating the amendment passes between brackets :

In the event of the promoters not complying with this rule, the chief clerk of the private bills office shall be charged with the duty of having the bills printed in that shape at the expense of the promoters.

(a) "Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, chemist or dentist ; shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desire to enter ; and the Private Bills Committee shall not proceed with a such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee."

L. G. DESJARDINS,

806

Clerk of the Legislative Assembly.

Miscellaneous Notices

Notice is hereby given that, within one month from the last publication of this notice, application will be made to the lieutenant governor of the province of Quebec, for the granting of a charter to the applicants constituting them a body politic and corporate.

1. The corporate name shall be the Mount Royal Club.

2. The object for which the incorporation is sought is for the purpose of acquiring land and buildings in the city of Montreal, and maintaining thereon a club for the purposes of recreation.

3. The chief place of business of the corporation will be at Montreal.

4. The proposed amount of its capital stock is one hundred thousand dollars divided into one thousand shares of one hundred dollars each.

5. The names in full with the addresses and calling of the applicants are as follows :

The Right Honorable Lord Strathcona and Mount Royal ; Honorable George Alexander Drummond ; Honorable Louis Joseph Forget ; Robert Craik, M. D. ; Francis Wolferstan Thomas ; Richard Gladworth Angus ; Hugh Montagu Allan ; Hugh Andrew Allan ; Edward Seabourne Clouston ; John Try Davies ; Hugh Graham ; Charles Melville Hays ; George Robertson Hooper ; Henry Vincent Meredith ; Hartland St. Clair Macdougall ; William Molson Macpherson ; William Watson Ogilvie ; Hugh Paton ; James Ross and Henry Stikeman, all of Montreal.

6. The Right Honorable Lord Strathcona and

Mount Royal, Honorable George Alexander Drummond, Honorable Louis Joseph Forget, Francis Wolferstan Thomas, Richard Bladworth Angus, Hugh Andrew Allan, Edward Scabourne Clouston, John Try Davies, Henry Vincent Meredith, James Ross et Henry Stikeman seront les premiers directeurs.

CAMPBELL, MEREDITH,
ALLAN & HAGUE.

Procureurs des requérants.

Montréal, 27 mars 1899.

1155.

Avis public est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, statuts révisés de la province de Québec, section 4694 et suivantes, incorporant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés, à savoir :

1° Le nom collectif de la compagnie sera "Quebec Mining Company."

2° L'objet pour lequel l'incorporation est demandée est l'exploitation des mines et le commerce des mines et minéraux en général.

3° La principale place d'affaires de la dite compagnie sera dans la cité de Québec, dans la province de Québec.

4° Le montant proposé du fonds social sera de \$60,000.00.

5° Le nombre des actions sera de soixante mille, et le montant de chaque action sera de une piastre.

6° Les noms, résidences, qualités et états, professions des requérants sont comme suit : l'honorable Alfred A. Thibaudeau, de la cité de Montréal, sénateur ; l'honorable Louis Philippe Pelletier, de la cité de Québec, avocat et conseil de la Reine ; l'honorable Adélar Turgeon, de la ville de Lévis, ministre ; John Breakey, de la cité de Québec, industriel ; Antoine Guilbault, du même lieu, marchand ; Roger Larue, du même lieu, marchand ; Frank Carrell, du même lieu, journaliste ; John Ritchie, du même lieu, industriel ; William A. Marsh, du même lieu, industriel ; J. Arthur Turcotte, du même lieu, marchand. Les sus-nommés William A. Marsh, Antoine Guilbault, l'honorable Louis Philippe Pelletier, John Breakey, l'honorable Adélar Turgeon, John Ritchie, Roger Larue, devront être les premiers directeurs de la dite compagnie.

Daté à Québec, ce vingt-septième jour de mars 1899. 1193

Avis public est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, statuts révisés de la province de Québec, sections 4694 et suivantes, incorporant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés, à savoir :

1° Le nom collectif de la compagnie sera "Lynn Shoe Company."

2° L'objet pour lequel l'incorporation est demandée est de manufacturer, vendre et faire en général le commerce de chaussures.

3° La principale place d'affaires de la dite compagnie sera dans la cité de Montréal, dans la province de Québec.

4° Le montant proposé du fonds social sera de trente mille piastres.

5° Le nombre d'actions sera de six cents, et le montant de chaque action sera de cinquante piastres.

Mount Royal, Honorable George Alexander Drummond, Honorable Louis Joseph Forget, Francis Wolferstan Thomas, Richard Bladworth Angus, Hugh Andrew Allan, Edward Scabourne Clouston, John Try Davies, Henry Vincent Meredith, James Ross and Henry Stikeman shall be the first directors.

CAMPBELL, MEREDITH,
ALLAN & HAGUE,

Attorneys for petitioners.

Montreal, 27th March, 1899.

1156

Public notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the Lieutenant Governor of the province of Quebec, for a charter of incorporation by letters-patent, under the provisions of the joint stock companies' incorporation Act, revised statutes of the province of Quebec, sections 4694 and following, incorporating the applicants and such others as may become shareholders in the proposed company, a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereinafter mentioned, to wit :

1. The proposed corporate name of the company is the "Quebec Mining Company."

2. The object for which incorporation is sought is the working of mines and trading in mines and minerals generally.

3. The said company's principal place of business will be in the city of Quebec, in the province of Quebec.

4. The proposed amount of the capital stock will be \$60,000.00.

5. The number of shares will be sixty thousand, and the value of each share one dollar.

6. The names, residences, qualities and callings of the petitioners are as follows : the honorable Alfred A. Thibaudeau, of the city of Montreal, senator ; the honorable Louis Philippe Pelletier, of the city of Quebec, advocate and Queen's Counsel ; the honorable Adélar Turgeon, of the town of Lévis, minister ; John Breakey, of the city of Quebec, manufacturer ; Antoine Guilbault, of the same place, merchant ; Roger Larue, of the same place, merchant ; Frank Carrell, of the same place, journalist ; John Ritchie, of the same place, manufacturer ; William A. Marsh, of the same place, manufacturer ; J. Arthur Turcotte, of the same place, merchant. The above named William A. Marsh, Antoine Guilbault, the honorable Louis Philippe Pelletier, John Breakey, the honorable Adélar Turgeon, John Ritchie, Roger Larue will be the first directors of the said company.

Dated at Quebec, this twenty-seventh day of March, 1899. 1194

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, for a charter of incorporation by letters-patent, under the provisions of the joint stock companies' incorporation Act, revised statutes of the province of Quebec, sections 4694 and following, incorporating the applicants and such others as may become shareholders in the proposed company, a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereinafter mentioned, to wit :

1. The proposed corporate name of the company is "Lynn Shoe Company."

2. The object for which incorporation is sought is the manufacture, sale and general dealing in boots and shoes.

3. The chief place of business of the said company is to be in the city of Montreal, in the province of Quebec.

4. The intended amount of the capital stock is thirty thousand dollars.

5. The number of shares is to be six hundred and the amount of each share is to be of the value of fifty dollars.

6° Les noms au long, résidences et professions des requérants sont comme suit : Max Lewis Schloman, des cités et district de Montréal, marchand ; Henry Schloman, des cités et district de Montréal, marchand ; John Goodenough Lynn, des cités et district de Montréal, marchand ; Robert Thomas Mullin, des cités et district de Montréal, étudiant en droit ; Bernard Rosenfield, des cités et district de Montréal, comptable. Les trois requérants en premier lieu nommés, seront les premiers directeur ou directeurs provisoires.

Daté à Montréal, ce vingt-troisième jour de février mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf.

S. W. JACOBS,
Procureur des Requérants.

951 4

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, des statuts révisés de la province de Québec, incorporant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie ; déposée, en corps politique, et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés, à savoir :

1° Le nom collectif proposé de la compagnie sera "The Saint Henry Land Company."

2° L'objet pour lequel l'incorporation est demandée est d'acquérir des immeubles par achat, bail ou titre, et d'ériger ou entretenir des maisons ou autres bâtisses sur les terrains ainsi acquis ; de les vendre, louer, transporter, hypothéquer, échanger et en disposer, ou autrement faire le commerce avec telle propriété ou aucun intérêt en rapport avec icelle, et de développer, améliorer et tracer aucune telle propriété ; avancer de l'argent aux acheteurs ou locataires de la compagnie pour construction de bâtisses ou améliorations ; aider au moyen de bonus ou autrement la construction et l'entretien des tramways ou lignes d'omnibus, chemins, rues ou autres travaux propres à rendre la propriété de la compagnie plus accessible et dans le but d'augmenter sa valeur ; prendre des hypothèques, nantissements et charges pour garantir le paiement du prix d'achat d'aucune propriété vendue par la compagnie ou d'aucun argent dû à la compagnie par les acheteurs ou avancé par la compagnie aux acheteurs pour construction de bâtisses ou autres améliorations.

3° La principale place d'affaires de la dite compagnie sera dans la cité de Montréal, dans la province de Québec.

4° Le montant proposé du fonds social sera de vingt-cinq mille piastres.

5° Le nombre d'actions sera de deux cent cinquante, de cent piastres chacune.

6° Les noms au long, résidences et professions des requérants (lesquels sont tous sujets anglais), sont comme suit :

Hon. George Alexander Drummond, sénateur, des cités et district de Montréal ; Huntly Redpath Drummond, secrétaire, des cités et district de Montréal ; Edward Wilgress Parker, commis, des cités et district de Montréal ; William Wallace Watson, secrétaire, des cités et district de Montréal ; Rienzi Athol Mainwaring, agent d'immeubles, des cités et district de Montréal.

Les susdits requérants, l'hon. George A. Drummond, Huntly R. Drummond et Rienzi A. Mainwaring seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires.

ROBERTSON, FLEET & FALCONER,
Procureurs des requérants.
Montréal, 20 mars 1899. 1033-2

Avis est par le présent donné que, sous un mois à compter de la dernière publication de cet avis dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir une charte d'incorporation

6. The names in full, and the addresses and callings of each of the applicants are as follows : Max Lewis Schloman, of the city and district of Montreal, merchant ; Henry Schloman, of the city and district of Montreal, merchant ; John Goodenough Lynn, of the city and district of Montreal, merchant ; Robert Thomas Mullin, of the city and district of Montreal, student-at-law ; Bernard Rosenfield, of the city and district of Montreal, accountant. Of whom the three applicants first described are to be the first or provisional directors.

Dated at Montreal, this twenty-third day of February, one thousand eight hundred and ninety-nine.

S. W. JACOBS,
Attorney for applicants.

952

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the lieutenant-governor of the province of Quebec, for a charter of incorporation by letters patent under the provisions of the "Joint Stock Companies' Incorporation Act," of the Revised Statutes of the province of Quebec, incorporating the applicants and such others as may become shareholders in the proposed company, a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereinafter mentioned, to wit :

1. The proposed corporate name of the company is "The Saint Henry Land Company."

2. The object for which incorporation is sought, is to acquire real estate by purchase, lease or title, and to erect or maintain houses or other buildings upon the lands so acquired ; to sell, lease, convey, mortgage, exchange, dispose of or otherwise deal with such property or any interest therein and to develop, improve and lay out any such property ; to advance money to purchasers or lessees of the company's lands for building purposes or other improvements ; to aid by way of bonus or otherwise in the construction and maintenance of tramways or omnibus lines, roads, streets or other works calculated to render the company's property more accessible and enhance its value ; to take mortgages, hypothecs, liens and charges to secure payment of the purchase money of any property sold by the company or of any money due to the company from purchasers or advanced by the company to purchasers for building purposes or other improvements.

3. The chief place of business of the said company is to be in the city of Montreal, in the province of Quebec.

4. The intended amount of the capital stock is twenty-five thousand dollars.

5. The number of shares is to be two hundred and fifty, of the value of one hundred dollars each ;

6. The names in full with the addresses and callings of each of the applicants (who are all British subjects), are as follows :

Hon. George Alexander Drummond, of the city and district of Montreal, senator ; Huntly Redpath Drummond, of the city and district of Montreal, secretary ; Edward Wilgress Parker, of the city and district of Montreal, clerk ; William Wallace Watson, of the city and district of Montreal, secretary ; Rienzi Athol Mainwaring, of the city and district of Montreal, real estate agent.

Of the above applicants the Hon. George A. Drummond, Huntly R. Drummond and Rienzi A. Mainwaring are to be the first or provisional directors.

ROBERTSON, FLEET & FALCONER,
Attorneys for applicants.
Montreal, 20th March, 1899. 1034

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the lieutenant-governor in council, for a charter of incorporation by letters patent, under the

par lettres patentes, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, et ses amendements, constituant les requérants et toutes personnes qui pourront subséquemment devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés.

1° Le nom collectif proposé de la compagnie sera "James Walker Hardware Company Limited."

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée, sont :

(a) De faire les affaires de machines, instruments, outils et quincaillerie de toute sorte et description quelconque.

(b) De faire en général les affaires de manufacture et de commerce, et dans ce but acquérir des fonds de commerce, machines, pouvoir, appareils, droits de patentes, meubles et immeubles de toute description et d'aucun titre quelconque, avec le droit de louer, vendre, échanger ou en disposer autrement.

(c) De faire les affaires de constructeurs, entrepreneurs et fournisseurs.

(d) De faire aucune et toutes choses en rapport et à l'avantage d'aucun et de tous les susdits objets, y compris le droit d'acquérir par bail, achat ou autre convention les affaires d'aucune compagnie ou compagnies maintenant formées ou qui pourront être formées pour les fins ou objets semblables, ou de s'amalgamer avec elles.

3° La principale place d'affaires de la dite compagnie sera dans la cité de Montréal, dans la province de Québec.

4° Le montant du fonds social de la dite compagnie sera de soixante et quinze mille piastres.

5° Le dit fonds social sera divisé en sept cent cinquante actions de cent piastres chacune.

6° Les noms au long, résidences et professions des requérants sont comme suit : James Walker, junior, marchand ; David Walker, marchand ; Samuel Hudson, teneur de livres ; John A. Durand, marchand, tous de la susdite cité de Montréal, et Frederick William Hibbard, de la ville de Westmount, avocat. Les trois premiers ci-dessus nommés seront les directeurs provisoires de la dite compagnie.

WEIR & HIBBARD,

Solliciteurs des requérants.

Montréal, 8 mars 1899. 1009-3

AVIS PUBLIC

Est par les présentes donné que les soussignés, Frédéric Hector Daigneault, médecin ; Joseph Edmond Marcile, marchand et membre du parlement du Canada ; Louis Stanislas Plamondon, marchand ; Elzéar St. Amour, hôtelier, et Evariste Tétreault, boulanger, tous de la ville d'Acton, dans la province de Québec, s'adresseront, par une requête à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, pour obtenir l'émission de lettres patentes, sous le grand sceau, octroyant une charte à l'effet de constituer les requérants et toutes autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie dont ils projettent la formation, en corporation et corps politique.

Le nom social de cette compagnie sera "La Compagnie des Pouvoirs Hydrauliques d'Acton" ; elle aura pour objet l'acquisition de pouvoirs d'eau, de terrains, constructions de chaussées, digues et emplacements, ainsi que de moulins, manufactures, usines, pour la fabrication de produits industrielles et la production de l'électricité comme modes d'éclairage et de forces motrices, avec pouvoirs de vendre, louer et contracter avec d'autres corporations ou individus pour les fins susdites, et aussi d'emprunter sur les immeubles de la compagnie, constituer des hypothèques sur iceux ou au moyen de débetures ou autrement, avec en outre tous les

provisions of the joint stock companies' incorporation act, and amendments thereto, constituting the applicants and such other persons who may become shareholders in the proposed company, a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereinafter mentioned.

1. The proposed corporate name of the proposed Company is "James Walker Hardware Company Limited."

2. The objects for which incorporation is sought are :

(a) To carry on the business of dealing in machinery, implements, tools, and hardware of every kind and description whatever.

(b) To carry on a general manufacturing and mercantile business, and for the purpose thereof to acquire stock in trade, machinery, power, plant, patent rights, moveables and immoveables of any description and by any title whatever, with the right to lease, sell, exchange, or otherwise dispose of the same.

(c) To carry on the business of builders, contractors and suppliers.

(d) To do any and all things incidental to and for the proper and efficient discharge of any and all of the above purposes, including the right to acquire by lease, purchase or other agreement the business of, or to amalgamate with any other company or companies presently formed or that may hereafter be formed for like purposes or objects.

3. The chief place of business of the proposed Company is to be in the city of Montreal, in the province of Quebec.

4. The amount of the capital stock of the said proposed company will be seventy-five thousand dollars.

5. The said capital stock will be divided into seven hundred and fifty shares of the par value of one hundred dollars each.

6. The names in full, and the address and calling of each of the applicants are as follows : James Walker, junior, merchant ; David Walker, merchant ; Samuel Hudson, book-keeper ; John A. Durand, salesman, all of the city of Montreal ; fore-said, and Frederick William Hibbard, of the town of Westmount, advocate, of whom the first three are to be provisional directors of the said proposed company.

WEIR & HIBBARD,

Solicitors for applicants.

Montreal, 8th March, 1899. 1010

PUBLIC NOTICE

Is hereby given that the undersigned, Frederic Hector Daigneault, doctor ; Joseph Edmond Marcile, merchant and member of the House of Commons ; Louis Stanislas Plamondon, merchant ; Elzéar St. Amour, inn-keeper, and Evariste Tetreault, baker, all of the city of Acton, in the province of Quebec, will apply, by a petition to His Honor the Lieutenant Governor, for the letters patent under the great seal, granting a charter constituting the petitioners and any other persons who may become shareholders in their projected company, a body politic and corporate.

The corporate name of said company shall be "La Compagnie des Pouvoirs Hydrauliques d'Acton" ; its object shall be to acquire water powers and lands and the constructions of embankments, dams and sluices, also all the other buildings for manufactures, shops to be use and the manufactures of industrial products and the production of electricity as a mode of lighting and motive powers, also with the privileges of selling, leasing and contracting with other corporations or individuals for the above mentioned objects, and the power of borrowing money on the immoveables of the said company, and constituting mortgages on the same or by

pouvoirs, privilèges octroyés aux compagnies à fonds social.

Le siège principal de ses affaires sera dans la ville d'Acton.

Le chiffre de son capital social sera de quinze mille piastres, divisé en cent cinquante actions de cent piastres chacune.

Les premiers directeurs de cette compagnie seront les personnes ci-dessus nommées et y domiciliées.

Pour les requérants.

Ville d'Acton, 8 mars 1899. 925-4

AVIS.

La compagnie d'assurance mutuelle contre le feu, de la paroisse de Sainte Marguerite de Blairfindie, (fondée en mars 1884), continue ses opérations.

CYRILLE GAGNON,

J. H. ROY, Président.
Secrétaire
Blairfindie, 29 mars 1899. 1201

AVIS.

Les soussignés, Cuthbert Loiseau, bourgeois, de Joliette, Joseph Lamoureux, manufacturier, et J. Arthur Robitaille, négociant, ces deux derniers de la cité et du district de Montréal, donnent avis que la société en commandite qui a existé entre eux en la dite cité de Montréal, le dit Cuthbert Loiseau comme associé en nom collectif et les dits Joseph Lamoureux et J. Arthur Robitaille comme associés commanditaires sous le nom et raison de "Dominion Manufacturing Co." est dissoute à compter de ce jour.

Montréal, ce vingt-huit mars mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf.

CUTHBERT LOISEAU,
JOS. LAMOUREUX,
J. A. ROBITAILLE.

1205

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 2712.

Dame Adèle Laflamme, de la cité et du district de Montréal, épouse commune en biens de Israël Talbot, cordonnier, dûment autorisée à ester en justice aux fins des présentes, Demanderesse;

vs.

Le dit Israël Talbot, du même lieu, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée, ce jour, contre le défendeur.

GOUIN, LEMIEUX,
DECARIE & BRASSARD,
Avocats de la demanderesse.

Montréal, 27 mars 1899. 1157

Province de Québec, }
District de Richelieu. } *Cour Supérieure.*
No 4231.

Dame Philomène Anna Lavallée, de la cité de Sorel, district de Richelieu, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son époux, Napoléon Latraverse, hôtelier, du même lieu.

WURTELE & LACROIX,
Avocats de la demanderesse.

Sorel, 16 mars 1899. 1145

Canada, }
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Saint-Hyacinthe. }

Rosanna Bédard, épouse de Louis Johnson, commerçant, du village de Marieville, district de Saint-Hyacinthe, a institué, contre son époux, une séparation de biens le 19 décembre 1895.

PELLAND & GIRARD,
Avocats de la demanderesse.

Saint-Hyacinthe, 24 mars 1899. 1143

means of debentures or otherwise, and moreover all the privileges, powers granted by the law to such company.

Its principal place of business shall be the city of Acton.

The amount of its capital stock shall be fifteen thousand dollars, divided into hundred and fifty shares of the value of a hundred dollars each.

The first directors of the company shall be the above name persons.

For the applicants.

City of Acton, 8th March, 1899. 926

NOTICE.

The mutual fire insurance company of the parish of Sainte Marguerite de Blairfindie, (founded in March, 1884), continues its business.

CYRILLE GAGNON,

J. H. ROY, President.
Secretary.
Blairfindie, 29th March, 1899. 1202

NOTICE]

The undersigned, Cuthbert Loiseau, gentleman, of Joliette, Joseph Lamoureux, manufacturer, and J. Arthur Robitaille, trader, the two latter of the city and district of Montreal, give notice that the limited partnership which has existed between them in the city of Montreal, the said Cuthbert Loiseau, as general partner, and the said Joseph Lamoureux and J. Arthur Robitaille as limited partners, under the style and form of "Dominion Manufacturing Co." is dissolved, from and after this day.

Montreal, this twenty-eighth of March, one thousand eight hundred and ninety-nine.

CUTHBERT LOISEAU,
JOS LAMOUREUX,
J. A. ROBITAILLE.

1206

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 2712.

Dame Adèle Laflamme, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Israël Talbot, shoemaker, duly authorized to sue for the purposes hereof, Plaintiff;

vs.

The said Israël Talbot, of the same place, Defendant.

An action for separation of property has, this day, been instituted against the defendant.

GOUIN, LEMIEUX,
DECARIE & BRASSARD,
Attorneys for plaintiff.

Montreal, 27th March, 1899. 1158

Province of Quebec, }
District of Richelieu. } *Superior Court.*
No. 4231.

Dame Philomène Anna Lavallée, of the city of Sorel, district of Richelieu, has, this day, instituted an action for separation as to property against her husband, Napoléon Latraverse, hotelkeeper, of the same place.

WURTELE & LACROIX,
Attorneys for plaintiff.

Sorel, 16th March, 1899. 1146

Canada, }
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Saint Hyacinth. }

Rosanna Bédard, wife of Louis Johnson, trader, of the village of Marieville, district of Saint Hyacinth, has instituted, against her husband, an action for separation of property the 19th December, 1895.

PELLAND & GIRARD,
Attorneys for plaintiff.

Saint Hyacinth, 24th march, 1899. 1144

AVIS.

Dame Marie Edda Lavoie, de la cité des Trois-Rivières, a institué ce jour, en cour supérieure, du district des Trois-Rivières, une action en séparation de biens contre son mari, Jean Louis Thibaudeau, commerçant, du même lieu.

GRENIER & TESSIER,
Avocats de la demanderesse.
Trois-Rivières, 22 mars 1899. 1189

AVIS.

Dame Marie Louise Marchand, de la paroisse de Saint-Jean des Piles, district des Trois-Rivières, a institué, ce jour, une action en séparation de biens contre son mari, Euchariste Crête, commerçant, du même lieu.

GRENIER & TESSIER,
Avocats de la demanderesse.
Trois-Rivières, 17 mars 1899. 1039-2

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dame Rachel Scott, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Henry Brown, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs.

Le dit Henry Brown, Défendeur.
La demanderesse a institué, ce jour, une action en séparation de biens contre son dit mari.

J. M. FERGUSON,
Procureur de la demanderesse.
Montréal, 20 mars 1899. 1053-2

Canada, }
Province de Québec, }
District de Québec. } *Cour Supérieure.*
No. 1138.

Déliina Moisan, de la cité de Québec, veuve en premières noces de feu François Girard, de la paroisse de Saint-Raymond, dans le comté de Portneuf, cultivateur, et maintenant épouse commune en biens de Pierre Dion, journalier, de la cité de Québec, mais résidant actuellement en la dite paroisse de Saint-Raymond, Demanderesse ;

vs.

Le dit Pierre Dion, Défendeur.
Avis est par les présentes donné que la demanderesse a institué, contre le défendeur, une action en séparation de corps et de biens.

DROUIN, PELLETIER & FISET,
Procureurs de la demanderesse.
Québec, 13 mars 1899. 965-3

Province de Québec, }
District de Chicoutimi. } *Cour Supérieure.*
No. 365.

Dame Louise Savard, de Saint-Jérôme, épouse de Jean Gauthier, du même lieu, forgeron, et dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs.

Le dit Jean Gauthier, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été intentée ce jour.

L. ALAIN,
Avocat de la demanderesse.
Chicoutimi, 8 mars 1899. 955-3

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No. 2617.

Dame Euchariste Therrien, de Montréal, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son mari, Louis N. Mathieu, autrefois de la paroisse de Saint-Antoine Abbé, district de Beauharnois et maintenant absent.

LACOSTE & PRIMEAU,
Procureurs de la demanderesse.
Montréal, 9 mars 1899. 949-4

NOTICE.

Dame Marie Edda Lavoie, of the city of Three Rivers, has, this day, instituted in the superior court of the district of Three Rivers, an action for separation of property, against her husband, Jean Louis Thibaudeau, trader, of the same place.

GRENIER & TESSIER,
Attorneys for plaintiff.
Three Rivers, 22nd March, 1899. 1190

NOTICE.

Dame Marie Louise Marchand, of the parish of Saint Jean des Piles, district of Three Rivers, has, this day, instituted an action for separation as to property against her husband, Euchariste Crête, trader, of the same place.

GRENIER & TESSIER,
Attorneys for plaintiff.
Three Rivers, 17th March, 1899. 1040

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

Dame Rachel Scott, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Henry Brown, of the same place, and duly authorized to ester en justice, Plaintiff ;

vs.

The said Henry Brown, Defendant.
Plaintiff has, this day, instituted an action in separation of property against her said husband.

J. M. FERGUSON,
Attorney for plaintiff.
Montreal, 20th March, 1899. 1054

Canada, }
Province of Quebec, }
District of Quebec. } *Superior Court.*
No. 1138.

Déliina Moisan, of the city of Quebec, widow by first marriage of the late François Girard, of the parish of Saint Raymond, in the county of Portneuf, farmer, and now wife in common as to property of Pierre Dion, laborer, of the city of Quebec, but actually resident in the said parish of Saint Raymond, Plaintiff ;

vs.

The said Pierre Dion, Defendant.
Notice is by these presents given that the plaintiff has instituted, against the defendant, an action for separation as to bed and board.

DROUIN, PELLETIER & FISET,
Attorneys for the Plaintiff.
Quebec, 13th March, 1899. 966

Province of Quebec, }
District of Chicoutimi. } *Superior Court.*
No. 365.

Dame Louise Savard, of Saint Jérôme, wife of Jean Gauthier, of the same place, blacksmith, and duly authorized to ester en justice, Plaintiff ;

vs.

The said Jean Gauthier, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted this day.

L. ALAIN,
Plaintiff's attorney.
Chicoutimi, 8th March, 1899. 956

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 2617.

Dame Euchariste Therrien, of Montreal, has, this day, instituted an action for separation as to property against her husband, Louis N. Mathieu, formerly of the parish of Saint Antoine Abbé, district of Beauharnois, and now absent.

LACOSTE & PRIMEAU,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 9th March, 1899. 950

Canada, }
 Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
 District de Saint-François. }
 Dame Marie Fontaine, du canton de Weedon, dans
 le district de Saint-François, épouse de Léon
 Fontaine, du dit canton de Weedon, dans le dit
 district, charron, Demanderesse ;
 vs.
 Léon Fontaine, du canton de Weedon, dans le dis-
 trict de Saint-François, Défendeur.
 Le premier jour de mars courant, la deman-
 dresse a institué une action en séparation de biens
 contre son dit mari, le défendeur ci-dessus men-
 tionné.
 J. LEONARD,
 Procureur de la demanderesse.
 Daté, 1er mars 1899. 967-3

Province de Québec, }
 District de Saint-Hyacinthe. } *Cour Supérieure.*
 No 2. }
 Dame Angèle Lacaille, de la paroisse de Sainte-
 Marie de Monnoir, dans le district de Saint-
 Hyacinthe, épouse de Alexis Gladu, cultivateur,
 du même lieu, et dûment autorisée à ester en
 justice aux fins des présentes, Demanderesse ;
 vs.
 Le dit Alexis Gladu, Défendeur.
 La demanderesse a institué, ce jour, une action
 en séparation de biens contre le défendeur.
 A. BOURGAULT,
 Avocat de la demanderesse.
 Saint-Hyacinthe, 4 janvier 1899. 979-3

Province de Québec, }
 District d'Arthabaska. } *Cour Supérieure.*
 No. 33. }
 Dame Marie Marine Edwidge Gosselin, épouse
 commune en biens de James Powell, de la pa-
 roisse de Saint-Ferdinand d'Halifax,
 Demanderesse ;
 vs.
 Le dit James Powell, ci-devant de la dite paroisse
 de Saint-Ferdinand d'Halifax, commerçant, ac-
 tuellement absent de cette province,
 Défendeur.
 Une action en séparation de biens est intentée
 par la demanderesse contre le défendeur.
 METHOT & NOEL,
 Avocats de la demanderesse.
 Arthabaskaville, 9 mars 1899. 957-3

Canada, }
 Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
 District de Québec. }
 No 1162. }
 Dame Elise Belleau, de Québec, épouse commune
 en biens de Téléphore Lemieux, de Québec,
 relieur, dûment autorisée par l'un des juges de
 cette honorable cour à l'effet des présentes,
 Demanderesse ;
 vs.
 Téléphore Lemieux, de Québec, Défendeur.
 Une action en séparation de biens a été intentée,
 ce jour, en cette cause.
 MILLER & DORION,
 Procureurs de la demanderesse.
 Québec, 27 février 1899. 985-3

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure*
 No 1404. }
 Dame Emélie Riendeau, de la paroisse de Saint-
 Hubert, dans le district de Montréal, épouse de
 Jean-Baptiste Charron, cultivateur, du même
 lieu, dûment autorisée à ester en justice, aux fins
 des présentes, Demanderesse ;
 vs.
 Le dit Jean-Baptiste Charron, Défendeur.
 La demanderesse a, ce jour, institué une action
 en séparation de biens contre le défendeur.
 GLOBENSKY & LAMARRE,
 Avocats de la demanderesse.
 Montréal, 15 mars 1899. 1007-3

Canada, }
 Province of Quebec, } *Superior Court.*
 District of Saint Francis. }
 Dame Marie Fontaine, of the township of Weedon,
 in the district of Saint Francis, wife of Léon
 Fontaine, of the said township of Weedon, in
 said district, carriage maker, Plaintiff ;
 vs.
 Léon Fontaine, of the township of Weedon, in the
 district of Saint Francis, Defendant.
 The plaintiff did, on the first day of March instant,
 institute an action for separation of property, (*sépa-
 ration de biens*) against her said husband, the de-
 fendant above mentioned.
 J. LEONARD,
 Attorney for plaintiff.
 Dated, 1st March, 1899. 968

Province of Quebec, }
 District of Saint Hyacinth. } *Superior Court.*
 No. 2. }
 Dame Angele Lacaille, of the parish of Sainte
 Marie de Monnoir, district of Saint Hyacinth,
 wife of Alexis Gladu, farmer, of the same place,
 and duly authorized to sue in the present case,
 Plaintiff ;
 vs.
 The said Alexis Gladu, Defendant.
 An action for separation as to property has been
 taken, this day, against the defendant.
 A. BOURGAULT,
 Attorney for plaintiff.
 Saint Hyacinth, 4th January, 1899. 980

Province of Quebec, }
 District of Arthabaska. } *Superior Court.*
 No 33. }
 Dame Marie Marine Edwidge Gosselin, wife com-
 mon as to property of James Powell, of the pa-
 rish of Saint Ferdinand d'Halifax,
 Plaintiff ;
 vs.
 The said James Powell, formerly of the said parish
 of Saint Ferdinand d'Halifax, trader, now absent
 from this province,
 Defendant.
 An action for separation of property has been
 instituted by the plaintiff against the defendant.
 METHOT & NOEL,
 Attorneys for plaintiff.
 Arthabaskaville, 9th March, 1899. 958

Canada, }
 Province of Quebec, } *Superior Court.*
 District of Quebec. }
 No. 1162. }
 Dame Elise Belleau, of Quebec, wife common as to
 property of Téléphore Lemieux, of Quebec, book
 binder, duly authorized by one of the honorable
 judges of this court to ester en justice,
 Plaintiff ;
 vs.
 Téléphore Lemieux, of Quebec, Defendant.
 An action for separation as to property has been
 taken, this day, in this cause.
 MILLER & DORION,
 Attorneys for plaintiff.
 Quebec, 27th February, 1899. 986

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 No. 1404. }
 Dame Emélie Riendeau, of the parish of Saint Hu-
 bert, district of Montreal, wife of Jean Baptiste
 Charron, farmer, of the same place, duly autho-
 rized to ester en justice, Plaintiff ;
 vs.
 The said Jean Baptiste Charron, Defendant.
 An action in separation as to property has been
 instituted, this day, against the defendant.
 GLOBENSKY & LAMARRE,
 Attorneys for plaintiff.
 Montreal, 15th March, 1899. 1008

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No. 769.

Dame Emma Dufresne, de la cité de Montréal, a, ce jour, intenté une action en séparation de biens contre Albert St. Martin, du même lieu.

BEAUDIN, CARDINAL,
LORANGER & ST. GERMAIN,
Avocats de la demanderesse.
Montréal, 28 février 1899. 873-4

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No. 1363.

Dame Aurore Bouthillier, de la cité et du district de Montréal, épouse commune en biens de Fernand Paradis, clavigrapher, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice aux fins des présentes,
Demanderesse ;

vs.

Le dit Fernand Paradis, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, ce jour, contre le défendeur.
CHARBONNEAU & PELLETIER,
Avocats de la demanderesse.
Montréal, 8 mars 1899. 967-4

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No. 2502.

Dame Alphonsine Chouinard, de la cité de Montréal, a, ce jour, intenté une action en séparation de biens contre Louis Honoré Dassylva dit Portuguais, du même lieu.

BEAUDIN, CARDINAL, LORANGER
& ST GERMAIN,
Avocats de la demanderesse.
Montréal, 28 février 1899. 875-4

Province de Québec, }
District de Saint-Hyacinthe } *Cour Supérieure.*
No. 40.

Dame Marie-Louise Desmarais, des cité et district de Saint-Hyacinthe, épouse de Adjudor Noreau, dûment autorisée à ester en justice,
Demanderesse ;

vs.

Le dit Adjudor Noreau, Défendeur.
La demanderesse a institué, ce jour, une action en séparation de biens contre le défendeur.
FONTAINE & FONTAINE,
Avocats de la demanderesse.
Saint-Hyacinthe, 1er mars 1899. 849-5

Province de Québec, }
District de Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*

Mesellez Bellemare, de la paroisse de Saint-Mathieu, épouse de Denis Gélinas, forgeron, du même lieu,
Demanderesse ;

vs.

Le dit Denis Gélinas, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée ce jour.
J. B. L. HOULD,
Procureur de la demanderesse.
Trois-Rivières, 4 mars 1899. 939-4

Province de Québec, }
District de Saint-Hyacinthe. } *Cour Supérieure.*
No. 35.

Dame Hélène Délage, de la paroisse de Saint-Dominique, district de Saint-Hyacinthe, épouse commune en biens de Napoléon Touchette, ci-devant commerçant, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, a, ce jour, intenté un action en séparation de biens contre son mari.

LUSSIER, GENDRON & GAGNON,
Avocats de la demanderesse.
Saint-Hyacinthe, 27 février 1899. 833-5

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 769.

Dame Emma Dufresne, of the city and district of Montreal, has, this day, instituted an action in separation as to property against Albert St. Martin, of the same place.

BEAUDIN, CARDINAL,
LORANGER & ST. GERMAIN,
Attorneys for Plaintiff.
Montreal, 28th February, 1899. 874

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 1363.

Dame Aurore Bouthillier, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Fernand Paradis, type-writer, of the same place, duly authorized to ester en justice aux fins des présentes,
Plaintiff ;

vs.

The said Fernand Paradis, Défendeur.
An action in separation as to property has been instituted, this day, against the defendant.
CHARBONNEAU & PELLETIER,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 8th March, 1899. 908

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

Dame Alphonsine Chouinard, of the city and district of Montreal, has, this day, instituted an action in separation as to property against Louis Honoré Dassylva dit Portuguais, of the same place.

BEAUDIN, CARDINAL, LORANGER,
& ST GERMAIN,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 28th February, 1899. 876

Province of Quebec, }
District of Saint Hyacinth. } *Superior Court.*
No. 40.

Dame Marie Louise Desmarais, of the city and district of Saint Hyacinth, wife of Adjudor Noreau, duly authorized to ester en justice.
Plaintiff ;

vs.

Said Adjudor Noreau, Défendeur.
The plaintiff has, this day, instituted an action in separation as to property against the defendant.
FONTAINE & FONTAINE,
Plaintiff's attorneys.
Saint Hyacinth, 1st March, 1899. 850

Province of Quebec, }
District of Three Rivers. } *Superior Court*

Mesellez Bellemare, of the parish of Saint Mathew, wife of Denis Gélinas, blacksmith, of the same place,
Plaintiff ;

vs.

The said Denis Gélinas, Défendeur.
An action for separation of property has been instituted this day.
J. B. L. HOULD,
Plaintiff's attorney.
Three Rivers, 4th March, 1899. 940

Province of Quebec, }
District of Saint Hyacinth. } *Superior Court.*
No. 35.

Dame Hélène Délage, of the parish of Saint Dominique, district of Saint Hyacinth, wife common as to property of Napoléon Touchette, heretofore trader, of the same place, duly authorized to ester en justice, has, this day, instituted an action in separation as to property against her husband.

LUSSIER, GENDRON & GAGNON,
Attorneys for plaintiff.
Saint Hyacinth, 27th February, 1899. 834

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 No. 2566.

Dame Marie Julie Alexina Choquet, du village de Varennes, district de Richelieu, épouse commune en biens d'Ernest Dalpé dit Parizeau, ci-devant cultivateur, et actuellement bourgeois-rentier, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs.

Le dit Ernest Dalpé dit Parizeau, ci-devant cultivateur, et actuellement bourgeois-rentier, du même lieu. Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, contre le dit défendeur.

M. A. BERNARD,

Procureur de la demanderesse.

Montréal, 28 février 1899. 863-5

Province de Québec, }
 District de Saint Hyacinthe. } *Cour Supérieure.*
 No. 56.

Dame Marié Malvina Anna Desmarais, de la paroisse de Saint-Liboire, district de Saint-Hyacinthe, épouse de Christophe Roireau dit Laliberté, marchand-tailleur, du même lieu, et dûment autorisée à ester en justice aux fins des présentes, Demanderesse ;

vs.

Le dit Christophe Roireau dit Laliberté, Défendeur.

La demanderesse a institué ce jour, une action en séparation de biens contre le défendeur.

A. BOURGAULT,

Avocat de la demanderesse.

Saint-Hyacinthe, 22 mars 1899. 1129-2

Avis de Faillites

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
In re J. E. Labrecque, épiciier, Montréal, Failli.

Avis est par le présent donné que le 24e jour de mars 1899, nous avons été nommés curateurs par décision de la cour supérieure aux biens du failli ausonné.

Les réclamations devront être produites à nos bureaux dans un délai de trente jours à compter de la date du présent avis.

ARTHUR GAGNON,

L. A. CARON,

Curateurs-conjoints.

41, Bâtisse des tramways, Montréal, 27 mars 1899. 1159

Canada, }
 Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
 District de Saint-François. }
 The Eastern Townships Bank, Demanderesse ;

vs.

Avon G. Dolloff, Défendeur et failli.

Avis est par le présent donné que, le vingt-quatrième jour de mars 1899, par ordre de la cour, nous avons été nommés curateur conjoint des biens du dit défendeur, Avon G. Dolloff, de la ville de Magog, qui en a fait un abandon judiciaire complet pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations dûment attestées sous serment, doivent être déposées dans notre bureau, 125, rue Wellington, Sherbrooke, sous un mois.

G. MILLIER,

J. J. GRIFFITH,

Curateur conjoint.

Sherbrooke, 27 mars 1899. 1209

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court*
 No. 2566.

Dame Marie Julie Alexina Choquet, of the village of Varennes, district of Richelieu, wife common as to property of Ernest Dalpé dit Parizeau, heretofore farmer, and actually retired gentleman, of the same place, judicially authorized to appear in court, Plaintiff ;

vs.

The said Ernest Dalpé dit Parizeau, heretofore farmer, and actually retired gentleman, of the same place, Defendant.

An action of separation as to property has been instituted, this day, against the defendant.

M. A. BERNARD,

Attorney for plaintiff.

Montreal, 28th February, 1899. 864

Province of Quebec, }
 District of Sainte Hyacinth. } *Superior Court.*
 No. 56.

Dame Marie Malvina Anna Desmarais, of the parish of Saint Liboire, district of Saint Hyacinthe, wife of Christophe Roireau *alias* Laliberté, merchant tailor, of the same place, and duly authorized to sue in the present case. Plaintiff ;

vs.

The said Christophe Roireau *alias* Laliberté, Defendant.

An action for separation as to property has been taken this day, against the defendant.

A. BOURGAULT,

Attorney for plaintiff.

Saint Hyacinth, 22nd March, 1899. 1130

Bankrupt Notices

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
In re J. E. Labrecque, grocer, Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that on the 24th day of March, 1899, by order of the court, we were appointed curators to the estate of the above insolvent.

Claims must be filed at our office within thirty days from the date hereof.

ARTHUR GAGNON,

L. A. CARON,

Joint curators.

41, Street Railway Building. Montréal, 27th March, 1899. 1160

Canada, }
 Province of Quebec, } *Superior Court*
 District of Saint Francis. }
 The Eastern Townships Bank, Plaintiffs ;

vs.

Avon G. Dolloff, Defendant and insolvent.

Notice is hereby given that, on the twenty-fourth day of March, 1899, by order of the court, we were appointed joint curator to the estate of said defendant, Avon G. Dolloff, of the town of Magog, who has made a judicial abandonment of all his assets for the benefit of his creditors.

Claims must be filed duly attested under oath, at our office, 125, Wellington street, Sherbrooke, within one month.

C. MILLIER,

J. J. GRIFFITH,

Joint curator.

Sherbrooke, 27th March, 1899. 1210

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 Dans l'affaire de Corbeil & Léveillé, Montréal,
 Faillis.

Avis est par le présent donné que le 28e jour de mars 1899, nous avons été nommés curateurs conjoints aux biens des sus-nommés faillis, par ordre de la cour supérieure, pour le district de Montréal.

Les réclamations doivent être produites à notre bureau sous les trente jours.

A. LAMARCHE,
 M. BENOIT,
 Curateurs conjoints.

1709, rue Notre-Dame, Montréal.
 Montréal, 8 mars 1899. 1179

Canada, }
 Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
 District de Québec. }

Dans l'affaire de Hudon, Paradis & Cie, Québec,
 Insolubles.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 17 avril 1899, après laquelle date ce dividende sera payable à notre bureau.

PARADIS & JOBIN,
 Curateurs.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
 Bâtisse de la Cie Richelieu.
 Québec, 30 mars 1899. 1199

Canada, }
 Province de Québec, } *Cour Supérieure*
 Distr'ct de Québec. }

Dans l'affaire de P. Boissonneault & Fils, Québec,
 Faillis.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un jugement de l'honorable juge, en date du 27 mars 1899, j'ai été nommé curateur aux biens des dits faillis.

Les créanciers des dits faillis sont requis de produire leurs réclamations à mon bureau, dans un délai de trente jours à compter du présent avis.

GEO. DARVEAU,
 Curateur.

Bureau : 244, rue Saint-Joseph.
 Québec, 27 mars 1899. 1191

In re G. Bouchard, Fils & Cie, Québec,
 Insolubles.

Avis public est donné que j'ai été ce jour nommé curateur en cette affaire.

Les créanciers sont priés de produire leurs réclamations à mon bureau, dans un délai de trente jours.

D. ARCAND,
 Curateur.
 Québec, 29 mars 1899. 1207

Province de Québec, }
 District de Saint-Hyacinthe. } *Cour Supérieure.*

In re Louis Turcot, commerçant, de Saint-Hyacinthe,
 Failli.

Je donne avis que le 24 mars courant, j'ai été nommé curateur à la faillite ci-dessus.

Les réclamations devront m'être produites, sous trente jours de cette date, à Saint-Hyacinthe.

F. X. A. BOISSEAU,
 Curateur.

Saint-Hyacinthe, 27 mars 1899. 1161

Vente de Faillite

VENTE PAR ENCAN.

In re Cascapedia Pulp & Lumber Co.,
 En liquidation.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un ordre de l'hon. juge Routhier, la vente par encan public des items suivants de l'actif, aura lieu à mon

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 In the matter of Corbeil & Léveillé, Montreal,
 Insolvents.

Notice is hereby given that by order of the superior court, for the district of Montreal, on the 28th day of March, 1899, we have been appointed joint curators to the above estate.

Claims must be filed at our office within thirty days.

A. LAMARCHE,
 M. BENOIT,
 Joint curators.

1709, Notre Dame street, Montreal.
 Montreal, 8th March, 1899. 1180

Canada, }
 Province of Quebec, } *Superior Court.*
 District of Quebec. }

In the matter of Hudon, Paradis & Co., Québec,
 Insolvents.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until 17th April, 1899, after which date dividend will be payable at our office.

PARADIS & JOBIN,
 Curators.

Office : 44, Dalhousie street,
 Richelieu & Ontario Nav. Co. Building.
 Québec, 30th March, 1899. 1200

Canada, }
 Province of Quebec, } *Superior Court.*
 District of Quebec. }

In the matter of P. Boissonneault & Fils, Québec,
 Insolvents.

Notice is hereby given that by in virtue of a judgment of the honorable judge, dated the 27th day of March, 1899, I have been appointed curator to the above estate.

Creditors of the said insolvents are required to file their claims at my office, within thirty days from the date of the present notice.

GEO. DARVEAU,
 Curator.

Office, 244, Saint Joseph street.
 Québec, 27th March, 1899. 1192

In re G. Bouchard, Fils & Cie, Insolvents.

Notice is hereby given that I have been appointed curator in this matter.

Creditors are required to file their claims at my office, within thirty days.

D. ARCAND,
 Curator.
 Québec, 29th March, 1899. 1208

Province of Quebec, }
 District of Saint Hyacinth. } *Superior Court.*

In re Louis Turcot, trader, of Saint Hyacinth,
 Insolvent.

I hereby give notice that I have been appointed curator to the above estate.

Claims must be filed at my office, within thirty days from this date, at Saint Hyacinth.

F. X. A. BOISSEAU,
 Curator.
 Saint Hyacinth, 27th March, 1899. 1162

Insolvent's Sale

AUCTION SALE.

In re of Cascapedia Pulp and Lumber Co.,
 In liquidation.

Notice is hereby given that in virtue of an order from Hon. justice Routhier, the sale by auction of the following assets will be made on the FOURTH

bureau, No 125, rue Saint-Pierre, Québec, le QUATRIÈME jour d'AVRIL 1899.

A—La propriété connue sous le nom de Green Point, paroisse de Sainte-Brigitte de Maria, comté de Bonaventure, P. Q., étant parties des numéros suivants du cadastre et plan officiel pour la paroisse de Sainte-Brigitte de Maria : Nos quarante-neuf, cinquante et cinquante et un E, quarante-neuf, cinquante et cinquante et un F, cinquante-deux, cinquante-trois A, cinquante-deux, cinquante-trois B, cinquante-trois D, cinquante-quatre A, cinquante-cinq B, cinquante-six A, cinquante-six B, cinquante-huit A, quarante-neuf, cinquante, cinquante et un E, cinquante-deux, cinquante-trois A, quarante-neuf, cinquante, cinquante et un F, et toutes les bâtisses dessus construites, comprenant moulin à scie, et toutes les machines, bouilloires, engins, courroies, cour à bois, tramway élevé et réservoir.

B—Les limites à bois de la rivière au Saumon, contenant environ trente-six milles carrés ; les limites Grand Cascapedia No 2 Nord, contenant environ vingt-quatre milles carrés ; les limites Cascapedia No 3 Sud, contenant environ seize milles carrés.

C—La ferme Eskiminac, étant les lots de terre connus sous les numéros un, deux, trois, quatre et cinq du premier rang du township Angers, comté de Bonaventure—avec les bâtisses dessus construites. Conditions de paiement : argent comptant.

Un chèque accepté de \$5,000 pour l'item A, et de \$2,000 pour les items B et C, devront être déposés entre les mains du liquidateur, par le plus haut enchérisseur avant l'adjudication.

Toute information seront donnés au bureau du soussigné.

Vente à 10.30 heures A. M.

JACQUES & CIE, Encanteurs.
Québec, 6 mars 1899.

ALFRED LEMIEUX, Liquidateur.
897-4

Règles de Cour

Province de Québec, } *Cour de Circuit, dans et*
District des Trois-Rivières. } *pour le comté de*
No 1171. } *Maskinongé.*
Thomas Caron, Demandeur ;
vs.
Alphonse Loranger, Défendeur ;
et
Louis Fortin, Opposant et requérant.

Il a été ordonné par l'honorable J. B. Bourgeois, juge de la cour supérieure de la province de Québec, pour le district de Trois-Rivières, que les créanciers du défendeur soient appelés par avis dans les langues française et anglaise, et publiée deux fois dans la *Gazette Officielle de Québec*, à produire leurs réclamations devant cette cour, sous quinze jours de la date de la première insertion du dit avis.

CHARLES L. AUGÉ,
Greffier de la dite cour.

Louiseville, 23 mars 1899. 1163

Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Bedford. }
No 6362.

Sweetsburg, le 16 mars 1899.

Présent :—L'hon. juge LYNCH, J. C. S.
George Miner, Demandeur ;

vs.
G. C. Mansfield, de la partie est du canton de Farnham, dit district de Bedford, Défendeur ;

et
Merritt Stevens *ès-qualité*, Tiers-saisi ;
et

Ernest Racicot, Intervenant.
Vu l'allégation de l'insolvabilité du défendeur, la

day of APRIL, 1899, at the office of the undersigned, No. 125, Saint Peter street, Quebec.

A—The property known as Green Point, parish of Sainte Brigitte of Maria, county of Bonaventure, P. Q., being parts of the following cadastral numbers of the official plan of the cadastre for the parish of Sainte Brigitte de Maria, viz : Nos. forty-nine, fifty, fifty-one E, forty-nine, fifty, fifty-one F, fifty-two, fifty-three A, fifty-two, fifty-three B, fifty-two, fifty-three D, fifty-four A, fifty-five B, fifty-six A, fifty-six B, fifty-eight A, forty-nine, fifty, fifty-one E, fifty-two, fifty-three A, forty-nine, fifty, fifty-one F—and all the buildings thereon erected, comprising steam saw mill and all the machineries, boilers, engines, shafting and belting, lumber yard and elevated tramway, tower and water tank.

B—The Salmon River timber limits, containing about thirty-six square miles ; the Grand Cascapedia No. 2 North, containing about twenty-four square miles ; the Cascapedia No. 3 South, containing about sixteen square miles.

C—The Skiminac farm, being the lots of land known as numbers one, two, three, four, five of the first range of the township of Angers, county of Bonaventure—with all buildings thereon erected.

Conditions of payment : cash.

An accepted check of \$5,000 for item A, and \$2,000 on each item B and C, shall be deposited in the hands of the liquidator, by the highest bidder before adjudication.

Every information can be had at the office of the liquidator.

Sale at 10.30 o'clock A. M.

JACQUES & Co., Auctioneers.
Quebec, 6th March, 1899.

ALFRED LEMIEUX, Liquidateur.
898

Rules of Court

Province of Quebec, } *Circuit Court, in and*
District of Three Rivers. } *for the county of*
No. 1171. } *Maskinongé*
Thomas Caron, Plaintiff ;
vs.
Alphonse Loranger, Defendant ;
and
Louis Fortin, Opposant and petitioner.

It has been ordered by the Honorable J. B. Bourgeois, judge of the Superior Court for the province of Quebec, for the district of Three Rivers, that the creditors of the defendant be called on by a notice in the french and english languages, and published twice in the *Quebec Official Gazette*, to file their claims before this court, within fifteen days from the date of the first insertion of the said notice.

CHARLES L. AUGÉ,
Clerk of the said court.

Louiseville, 23rd March, 1899. 1164

Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Bedford. }
No. 6362.

Sweetsburg, 16th March, 1899.

Present:—The Hon. Mr. Justice LYNCH, J. S. C.
George Miner, Plaintiff ;

vs.
G. C. Mansfield, of the east part of the township of Farnham, in said district of Bedford, Defendant ;

and
Merritt Stevens *ès-qualité*, Garnishee ;
and

Ernest Racicot, Intervenant.
It is ordered by the court, upon the alleged insol-

cour ordonne que les créanciers du dit défendeur qui n'ont pas encore produit leurs réclamations, soient notifiés et requis, par un avis à être publié deux fois en langues française et anglaise dans la *Gazette Officielle de Québec*, de produire leurs réclamations en cette cause, sous quinze jours de la date de la première insertion du présent avis, dans la dite *Gazette Officielle de Québec*, conformément aux dispositions de l'article 673 du code de procédure civil.

LEONARD & NOYES,

1073-2

P. C. S.

veney of the defendant, that the creditors of said defendant who have not already filed their claims, be notified and required, by two publications in the french and english languages in the *Quebec Official Gazette*, to file their claims herein, within fifteen days from the date of the first insertion of the present notice, in said *Quebec Official Gazette*, in accordance with the provisions of article 673 of the code of civil procedure.

LEONARD & NOYES,

1074

P. S. C.

Ratification

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

In re Alfred Béchard, Requéant.

Avis est par le présent donné qu'il a été déposé par Alfred Béchard, cultivateur, de la paroisse de Saint-Jacques le Mineur, dans le but d'obtenir la ratification de titre sur les propriétés ci-dessous décrites, au greffe du protonotaire de la cour supérieure du district de Montréal, trois actes, savoir :

1^o Une donation faite et passée devant M^r J. E. Coderre, notaire public, en date du 7 janvier 1860, par Abraham Béchard et son épouse, Emélie Tremblay, à Théophile Béchard, leur fils, par lequel acte les dits Abraham Béchard et son épouse, Emélie Tremblay, transportent et donnent à leur fils, Théophile Béchard, une terre située en la dite paroisse de Saint-Jacques le Mineur, de la contenance de quatre arpents de front sur trente arpents de profondeur, le tout plus ou moins ; borné en front par le chemin du Roi, en profondeur par les terres de Marguerite Blairfindie, d'un côté par Alfred Béchard, son père, de l'autre côté, par Toussaint Martin—avec une maison, deux granges et autres bâtisses dessus érigées, laquelle terre est maintenant connue et désignée sous le No 133, aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Jacques le Mineur, fait pour les fins d'enregistrement, et un autre lopin de terre d'environ douze arpents en superficie ; borné d'un bout et du côté sud par Alfred Béchard, de l'autre côté par Joseph Roy, en profondeur par les terres de Marguerite Blairfindie, comme faisant partie du No 134, sur le plan et au livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Jacques le Mineur, dans le district de Montréal, faits pour les fins d'enregistrement.

2^o Un autre acte, un contrat d'échange fait et passé le 5 février 1873, devant M^r J. E. Coderre, notaire public, entre Alfred Béchard et Théophile Béchard, par lequel contrat d'échange, Théophile Béchard transporte, cède et donne au dit Alfred Béchard, les propriétés ci-dessus décrites, dans l'acte mentionné plus haut.

3^o Un troisième acte, un contrat d'échange fait et passé le 7 janvier 1860, devant J. E. Coderre, N. P., entre Alfred Béchard et son père, Abraham Béchard, par lequel acte d'échange, Abraham Béchard, père, transporte, cède et donne en toute propriété, à son fils, Alfred Béchard, l'immeuble suivant, à savoir :

Une terre située en la paroisse de Saint-Jacques le Mineur, de la contenance de quatre arpents de front sur le chemin public, et se prolongeant ainsi en montant sur une profondeur d'environ 30 arpents, c'est-à-dire au trait-carré d'une terre appartenant alors au dit Abraham Béchard, père, mesurant ensuite la dite terre, deux arpents du côté sud sur une profondeur d'environ six arpents, et joignant les terres de Marguerite Blairfindie ; bornée en front et en profondeur par les limites ci-dessus mentionnées, d'un côté par Joseph Pinsonnault ou représentants, et de l'autre côté par le dit feu Abraham Béchard, père, laquelle terre est maintenant connue et désignée sous le No. 134, aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Jacques le Mineur, faits pour les fins d'enregistre-

Ratification

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

In re Alfred Béchard, Petitioner.

Notice is hereby given that there has been deposited by Alfred Béchard, farmer, of the parish of Saint Jacques le Mineur, in view of obtaining a ratification of title on the property hereinafter described, at the prothonotary's office of the superior court of the district of Montreal, three deeds, to wit :

1. A deed of gift *inter vivos* done and passed before J. E. Coderre, N. P., dated 7th January, 1860, by Abraham Béchard and his wife, Emélie Tremblay, to Théophile Béchard, their son, by which deed the said Abraham Béchard and his wife, Emélie Tremblay, transfer and assign to their son, Théophile Béchard, a farm situate in the said parish of Saint Jacques le Mineur, measuring four arpents in frontage by thirty arpents in depth, the whole more or less ; bounded in the front by the "King Highway," in the rear, by the property of Marguerite Blairfindie, on the one side by that of Alfred Béchard, his father, and on the other by that of Toussaint Martin—with a house, two barns and other buildings erected thereon, which property is now known and designated as No. 133, of the official plan and book of reference of the said parish of Saint Jacques le Mineur, and another tract of land of an area of about 12 arpents ; bounded on one side and on the south by the property of Alfred Béchard, on the other side by that of Joseph Roy, and in the rear by that of Marguerite Blairfindie, the said lot known and designated as No. 134, on the official plan and book of reference of the parish of Saint Jacques le Mineur, in the district of Montreal, made for registration purposes.

2. Another deed, a deed of exchange done and passed on the 5th of February, 1873, before J. E. Coderre, N. P., between Alfred Béchard and Théophile Béchard, by which deed of exchange Théophile Béchard transfers and assigns to the said Alfred Béchard, the above mentioned property describe in the deed before mentioned.

3. A third deed, a deed of exchange passed on the 7th January, 1860, before J. E. Coderre, N. P., between Alfred Béchard and his father, Abraham Béchard, by which deed of exchange, Abraham Béchard, transfers and assigns to his son Alfred Béchard, the following immoveable property, to wit :

A farm situate in the parish of Saint Jacques le Mineur, measuring four arpents in frontage on the public road, and extending to a depth of 30 arpents, to the limits of a farm belonging to the said Abraham Béchard, measuring then the said farm two arpents to the south side with a depth of about six arpents, and joining the property of Marguerite Blairfindie ; bounded in the front and in the rear by the limits above mentioned, on the one side by the property of Joseph Pinsonnault, and on the other by that of the said Abraham Béchard, deceased, which property is now known and designated as No. 134, of the official plan and book of reference of the said parish of Saint-Jacques le Mineur, made for registration purposes which property hereinabove mentioned, has been and is yet in the

ment, lesquels terrains décrits ci-dessus ont été et sont encore en la possession de Alfred Béchard, comme propriétaire pendant les trois dernières années.

Et toutes personnes qui réclament quelques privilèges ou hypothèques sur les dits immeubles, immédiatement avant l'enregistrement des dits actes par lesquels les dits terrains ont été acquis par le dit Alfred Béchard, sont averties qu'il sera présenté à la dite cour supérieure, à Montréal, dit district, mardi, le 25 avril 1899, une demande de ratification de titre; et qu'à moins que leurs réclamations ne soient telles que le registrateur est tenu, par les dispositions du code de procédure civile, de les mentionner dans son certificat à être produit dans ce cas, elles sont par le présent requises de signifier leurs oppositions par écrit et de les produire dans les six jours après le dit jour, à défaut de quoi, elles seront toujours forcloses du droit de le faire.

L. D. GAREAU,
Député P. C. S.

Montréal, 16 février 1899. 923 2
[Première publication, 11 mars 1899.]

Ventes par le Shérif.—Beauce

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS SUR DELAISSEMENT.

Cour Supérieure.—District de Québec.

Beauce, à savoir : } **JOHN BREAKEY**, Deman-
No 1894. } deur ; contre **HENRY ATKIN-**
SON, Défendeur, et **DENASTON BREAKEY**,
curateur au délaissement, savoir :

Le lot numéro onze (11), du huitième rang de Metgermette-Sud, dans le comté de Beauce.

Les lots lettres A et B, et les lots numéros six, sept, huit, neuf, dix, onze (6, 7, 8, 9, 10, 11), du neuvième rang du susdit canton de Metgermette-Sud.

Les lots lettres A et B, et le lot numéro un (1), du dixième rang du susdit canton.

La partie sud du lot numéro douze (12), dans le huitième rang du susdit canton de Metgermette-Sud, ayant une superficie de cinquante et un acres carrés; bornée au nord par la Rivière Portage, au sud par le lac Castor, à l'est par le lot numéro treize (13), du neuvième rang du susdit canton, et à l'ouest par le numéro onze (11), du huitième rang du susdit canton.

Pour être vendus les dits lots séparément, au bureau d'enregistrement du comté de Beauce, en la paroisse de Saint-François de la Beauce, le **TREIZIÈME** jour d'**AVRIL** prochain, à **ONZE** heures de l'avant-midi.

JOS. POIRIER,

Bureau du Shérif, Shérif.
Village de Saint-Joseph, Beauce, 6 mars 1899. 887-2

[Première publication, 11 mars 1899.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Beauce.

Beauce, à savoir : } **CHARLES BROWN LAN-**
No 2762. } **GLOIS ET UXOR**, Deman-
deurs; contre **GEDEON TREPANIER**, Défendeur, savoir :

Une terre située en la paroisse de Saint-Pierre de Broughton, connue sous les numéros neuf a, neuf b et neuf c (9 a, 9 b et 9 c), du cadastre officiel du neuvième rang du canton de Broughton, contenant sept arpents de front sur la profondeur des lots du dit rang—circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de la pa-

possession of Alfred Béchard, as proprietor for the last three years.

And all parties who claim privileges or hypothecs on the said immovables immediately before the registering of said deeds by which said immovables were obtained by said Alfred Béchard, are notified that there will be presented to the said superior court, of Montreal, said district, Tuesday, the twenty-fifth of April, 1899, a petition for ratification of title; and that unless their claims are such as the registrar is held by the code of civil procedure, to mention them in his certificate to be filed in this case, they are by these presents requested to serve their oppositions in writing and to file them within a delay of six days after the said date, if not, they shall be forever foreclosed from the right of filing them.

L. D. GAREAU,
Deputy P. S. C.

Montreal, 16th February, 1899. 924
[First published, 11th March, 1899.]

Sheriff's Sales—Beauce

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS ON SURRENDER.

Superior Court—District of Québec.

Beauce to wit : } **JOHN BREAKEY**, Plaintiff;
No. 1894 } against **HENRY ATKIN-**
SON, Defendant, and **DENASTON BREAKEY**,
curator to the surrender, to wit :

Lot number eleven (11), of the eighth range of South Metgermette, in the county of Beauce.

Lots letters A and B, and lots numbers six, seven, eight, nine, ten, eleven, (6, 7, 8, 9, 10, 11), of the ninth range of the said township of South Metgermette.

Lots letters A and B, and lot number one (1), of the tenth range of the said township.

The south part of lot number twelve (12), in the eighth range of the said township of Metgermette South, having an area of fifty-one acres square; bounded on the north by the River Portage, on the south by Lake Castor, on the east by lot number thirteen (13), of the ninth range of the said township, and on the west by number (11), of the eighth range of the aforesaid township.

To be sold said lots separately, at the registry office of the county of Beauce, in the parish of Saint François de la Beauce, on the **THIRTEENTH** day of **APRIL** next, at **ELEVEN** o'clock in the forenoon.

JOS. POIRIER,

Sheriff's Office, Sheriff.
Village of Saint Joseph, Beauce, 6th March, 1899. 888

[First published, 11th March, 1899.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court—District of Beauce.

Beauce, to wit : } **CHARLES BROWN LAN-**
No. 2762. } **GLOIS ET UXOR**, Plaintiffs;
against **GEDEON TREPANIER**, Defendant, to wit :

A land situate in the parish of Saint Pierre de Broughton, known as numbers nine a, nine b and 9 c (9 a, 9 b and 9 c), of the official cadastre of the ninth range of the township of Broughton, containing seven arpents in front by the depth of the lots of the said range—circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of

roisse de Saint-Pierre de Broughton, le QUINZIE-
ME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures de
l'avant-midi.

JOS. POIRIER,
Bureau du Shérif, Shérif.
Village de Saint-Joseph, Beauce, 8 mars 1899. 937-2

[Première publication, 11 mars 1899.]

Ventes par le Shérif—Bedford

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les
TERRES et HERITAGES sous-mentionnés
ont été saisis, et seront vendus aux temps et lieux
respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit—Comté de Shefford.

Province de Québec, } LOUIS LAROSE, Deman-
District de Bedford. } deur ; contre les terres
No 5503. } et tenements de ALEX.
BERGERON, Défendeur.

Cette terre ayant quarante acres à prendre du
sixième lot et soixante et onze acres à prendre du
septième lot dans le neuvième rang des lots (subdi-
vision primitive) du canton de Potton, dans le dis-
trict de Bedford. La dite terre dans le dit sixième
lot étant maintenant connue et désignée sur les
plan et livre de renvoi officiels du dit canton de
Potton, sous le numéro neuf cent quarante-deux
(942), et la dite terre dans le dit septième lot
étant maintenant connue et désignée sur les
plan et livre de renvoi officiels sous le numéro neuf
cent quarante-six (946)—avec les améliorations
faites, sans garantie de mesure précise dans les dits
deux numéros officiels.

Pour être vendue à la porte de l'église de la
paroisse de Saint-Cajetan de Potton, (à Monsonville
ainsi appelée), dans le canton de Potton et district
de Bedford, le SIXIEME jour de MAI prochain, à
NEUF heures de l'avant-midi.

CHAS. S. COTTON,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sweetsburg, 28 mars 1899. 1203
[Première publication, 1er avril 1899.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure—District de Bedford

Province de Québec, } DAME ELIZABETH
District de Bedford. } ANNA HOLT ET VIR,
No. 6409. } Demandeurs ; contre les
meubles et immeubles de ALCIDE ROBERT, Dé-
fendeur.

Ce morceau de terre formant partie du lot nu-
méro vingt-trois, dans le neuvième rang, subdivi-
sion primitive du canton de Stanbridge, dans le
district de Bedford ; borné vers le nord par le nu-
méro neuf cent vingt (920), vers le sud par les nu-
méros neuf cent dix-sept (917) et neuf cent dix-
huit (918), et vers l'est et l'ouest par un chemin pu-
blic, et contenant soixante et un acres, trois vergées
et trente-six perches en superficie, maintenant
connu aux plan et livre de renvoi officiels du dit
canton de Stanbridge, sous le numéro neuf cent dix-
neuf (919)—avec toutes les améliorations faites.

Pour être vendu à la porte de l'église de la pa-
roisse de Notre-Dame de Stanbridge, dans le dit
canton de Stanbridge et district de Bedford, le
QUINZIEME jour d'AVRIL prochain, à NEUF
heures de l'avant-midi.

CHAS. S. COTTON,

Bureau du shérif, Shérif
Sweetsburg, 6 mars 1899. 921-2
[Première publication, 11 mars 1899.]

Saint Pierre de Broughton, on the FIFTEENTH
day of APRIL next, at TEN of the clock in the
forenoon.

JOS. POIRIER,
Sheriff's Office, Sheriff.
Village of Saint Joseph, Beauce, 8th March, 1899. 938

[First published, 11th March, 1899.]

Sheriff's Sales—Bedford

PUBLIC NOTICE is hereby given that the n-
dermentioned LANDS and TENEMENTS
have been seized, and will be sold at the respective
time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court—County of Shefford.

Province of Quebec, } LOUIS LAROSE, Plaintiff ;
District of Bedford. } L against the lands and
No 5503. } tenements of ALEX. BER-
GERON, Defendant.

That certain land being forty acres out of the
sixth lot and seventy-one acres out of the seventh
lot in the ninth range of lots (primitive subdivision)
of the township of Potton, in the district of Bed-
ford. The said land in the said sixth lot being now
known and described on the official plan and in the
book of reference of the said township of Potton,
as number nine hundred and forty-two (942) and
the said land in the said seventh lot being now
known and described on said official plan and book
of reference as number nine hundred and forty-six
(946)—with improvements thereon, without guar-
antee as to exact quantity of land in the said two
official numbers.

To be sold at the parish church door of Saint
Cajetan de Potton, (at Monsonville so called), in
the township of Potton and district of Bedford, on
the SIXTH day of MAY next, at the hour of NINE
of the clock in the forenoon.

CHAS. S. COTTON,

Sheriff's Office, Sheriff.
Sweetsburg, 28th March, 1899. 1204
[First published, 1st April, 1899.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court—District of Bedford.

Province of Quebec, } DAME ELIZABETH
District of Bedford. } ANNA HOLT ET VIR,
No 6409. } Plaintiffs ; against the goods
and lands of ALCIDE ROBERT, Defendant.

That certain piece of land forming part of lot
number twenty-three, in the ninth range of the pri-
mitive subdivision of the township of Stanbridge, in
the district of Bedford ; bounded towards the north
by number nine hundred and twenty (920), towards
the south by numbers nine hundred and seventeen
(917) and nine hundred and eighteen (918), and
towards the east and west by a public road, and
containing sixty-one acres, three roods and thirty-
six perches in superficies, and now known on the
official plan and in the book of reference of said
township of Stanbridge, as number nine hundred
and nineteen (919)—with all improvements thereon.

To be sold at the parish church door of Notre-
Dame des Anges de Stanbridge, in the said township
of Stanbridge and district of Bedford, on the FIF-
TEENTH day of APRIL next, at the hour of
NINE of the clock in the forenoon.

CHAS. S. COTTON,

Sheriff's Office, Sheriff.
Sweetsburg, 6th March, 1899. 922
[First published, 11th March, 1899.]

Ventes par le Shérif—Montmagny

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Province de Québec, } LOUIS MERCIER, de la
District de Québec. } paroisse de Saint-Michel,
No 524. } cordonnier; vs JOSEPH
MARTINEAU, de la même paroisse, boulanger,
savoit :

Un emplacement connu sous le numéro cent soixante et quatorze (174), du cadastre officiel de Saint-Michel—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Michel, MERCREDI, le DOUZIEME jour d'AVRIL prochain, à ONZE heures du matin. Le dit bref retournable suivant la loi.

J. B. A. LEPINE,

Bureau du shérif, Shérif.
Montmagny, 6 mars 1899. 895-2
[Première publication, 11 mars 1899.]

Ventes par le Shérif—Montreal

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

District de Montréal.

Montreal, à savoir : THEODORE SHUTE, des
No 57. } cité et district de Mont-
réal, comptable, demandeur; contre les terres et
tenements de EDOUARD L. DE BELLEFEUILLE,
du même lieu, écuyer, avocat et conseil de la Reine,
en sa qualité de curateur dûment nommé à la per-
sonne et aux biens de Edouard de Bellefeuille Mac-
donald, un interdit, de la dite cité de Montréal,
Défendeur.

Saisi comme appartenant au dit Edouard L. de Bellefeuille, *ès-qualité*, l'immeuble suivant, à savoir :

1° Le cinquième indivis de deux lots de terre sis et situés en la cité de Montréal, connus et désignés sous les numéros mille soixante et seize et mille soixante et dix-sept (1076 et 1077), des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine; bornés comme suit: le lot numéro mille soixante et seize (1076), faisant l'encoignure de la côte du Beaver Hall et de la rue des Jurés, et le lot numéro mille soixante et dix-sept (1077); borné en front par la côte du Beaver Hall; à déduire des susdits deux lots la portion vendue à Timothy Starr par acte de vente passée devant L. N. Dumouchel, notaire, le six novembre 1877—avec les bâtisses dessus construites, et les susdits deux lots ne formant qu'une seule et même exploitation.

2° Le cinquième indivis d'un autre lot de terre sis et situé au même lieu, connu et désigné comme partie du lot numéro mille soixante et quatorze (1074), des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine et borné comme suit: en front par la rue Lagauchetière, au nord-est par le lot officiel numéro mille soixante et treize (1073), au nord-ouest par une partie du lot officiel numéro mille soixante et quatorze (1074), appartenant à feu Duncan Macdonald, en arrière partie par le dit lot officiel faisant front sur la rue des Jurés, et appartenant à Madame Duncan Macdonald, et partie par le

Sheriff's Sales—Montmagny

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.

Province of Quebec, } LOUIS MERCIER, of the
District of Quebec. } parish of Saint Michel,
No. 524. } shoemaker; vs. JOSEPH
MARTINEAU, of the same parish, baker, to wit:

A lot known as number one hundred and seventy-four (174), of the official cadastre of Saint Michel—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Michel, on WEDNESDAY, the TWELFTH day of APRIL next, at ELEVEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable according to law.

J. B. A. LEPINE,

Sheriff's Office, Shérif.
Montmagny, 6th March, 1899. 896
[First published, 11th March, 1899.]

Sheriff's Sales—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

District of Montreal.

Montreal, to wit: THEODORE SHUTE, of
No. 57. } the city and district of
Montreal, accountant, Plaintiff; against the lands
and tenements of EDOUARD L. DE BELLE-
FEUILLE, of the same place, esquire, advocate and
Queen's counsel, in his quality of curator duly
named and appointed to the person and property of
Edouard de Bellefeuille Macdonald, an interdict of
the said city of Montreal, Defendant.

Seized as belonging to the said Edouard L. de Bellefeuille, *ès-qualité*, the following immovable, to wit:

1. The undivided one fifth of two lots of land situate and being in the city of Montreal, known and designated as numbers one thousand and seventy-six and one thousand and seventy-seven (1076 and 1077), of the official plan and book of reference of Saint-Antoine ward; bounded as follows: lot number one thousand and seventy-six (1076), forming the corner of Beaver Hall Hill, and of Jurors street, and lot number one thousand and seventy-seven (1077); bounded in front by Beaver Hall Hill; reserving from the said two lots the portion sold to Timothy Starr by deed of sale passed before L. N. Dumouchel, notary, on the sixth of November, 1877—with the buildings thereon erected, and the said two lots forming only one and the same plot of ground.

2. The undivided one fifth of another lot of land situate and being at the same place, known and designated as part of lot number one thousand and seventy-four (1074), of the official plan and book of reference of Saint-Antoine ward, and bounded as follows: in front by Lagauchetière street, on the north east by the official lot number one thousand and seventy-three (1073), on the north west by a part of the official lot number one thousand and seventy-four (1074), belonging to the late Duncan Macdonald, in rear partly by the said official lot fronting on Jurors street, and belonging to Mrs.

dit lot officiel numéro mille soixante et treize (1073), contenant quatre-vingt-dix-neuf pieds de largeur par soixante et deux pieds de profondeur, mesure française—et avec les bâties dessus construites.

Pour être vendus en mon bureau, en la cité de Montréal, le QUATRIEME jour de MAI prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. R. THIBAudeau, Shérif.
Bureau du Shérif, Montréal, 28 mars 1899. 1185
[Première publication, 1er avril 1899.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir : } DAME EMELIE COX, des
No 1272. } cités et district de Québec,
épouse séparée de biens de Charles Ernest Levey,
du même lieu, gentilhomme, et ce dernier dans le
but d'autoriser sa dite épouse, Demanderesse ; contre
les terres et tenements de DAMIEN LECAVALIER,
de Saint-Laurent, dans le district de Montréal,
Défendeur.

1° Un lot de terre situé dans la ville de Saint-Laurent, connu et désigné comme partie du lot No 452, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Laurent, contenant 51 pieds de front sur 100 pieds de profondeur, plus ou moins, une profondeur à être distraite depuis le chemin public jusqu'à et y compris un mur en arrière du dit lot et borné comme suit : en front par le chemin public, en arrière par la terre appartenant ci-devant au dit Damien Lecavalier, d'un côté par la rue Saint-François-Xavier, de l'autre côté par la terre de Cyrille Major—avec les bâties sus-érigées.

2° Un autre lot de terre situé au même lieu, connu et désigné comme partie du lot No 452, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Laurent, contenant 56 pieds de front sur 101 pieds de profondeur ; borné en front par la rue Saint-François-Xavier, en arrière par la terre d'un nommé Clovis St. Jean, d'un côté par le lot ci-dessus décrit, et de l'autre côté par un lot ci-après décrit—avec les bâties sus-érigées.

3° Un autre lot de terre situé au même lieu, connu et désigné comme faisant partie du lot No 452, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Laurent, contenant 56 pieds de front sur 104 pieds de profondeur ; borné en front par la rue Saint-François-Xavier, en arrière par la propriété du dit Clovis St. Jean, d'un côté par le lot en deuxième lieu ci-dessus décrit, et de l'autre côté par la terre appartenant ci-devant à F. X. Lecavalier—avec les bâties sus-érigées.

Pour être vendus en mon bureau, en la cité de Montréal, le CINQUIEME jour de MAI prochain, à DEUX heures de l'après-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. R. THIBAudeau, Shérif.
Bureau du Shérif, Montréal, 28 mars 1899. 1187
[Première publication, 1er avril 1899.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir : } DAME ANGELINE RACI-
No 2124. } COT, de la cité et du
district de Montréal, veuve de Arthur Dubuc, en son
vivant entrepreneur, du même lieu, tant en sa qualité
de légataire à titre particulier des biens de la succession
du dit Arthur Dubuc, que comme exécutrice testamentaire
conjointe des biens de la dite succession,
et EDOUARD BOLTE, teneur de livres du
même lieu, en sa qualité d'exécuteur testamentaire
et administrateur conjoint avec la dite Dame Angeline
Racicot des biens de la succession du dit Arthur
Dubuc, Demandeurs ; contre les terres et tenements
de DAME MELINA BOURGOUIN, de la cité et
du district de Montréal, veuve de feu Joseph
Cadotte, en son vivant commis-marchand, du même
lieu, Défenderesse.

Un certain terrain—avec une maison en bois "cot-

Duncan Macdonald, and partly by the said official lot number one thousand and seventy-three (1073), containing ninety-nine feet in width by sixty-two feet in depth, french measure—and with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FOURTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable according to law.

J. R. THIBAudeau, Sheriff.
Sheriff's office, Montreal, 28th March, 1899. 1186
[First published, 1st April, 1899.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District of Montreal.

Montreal, to wit : } DAME EMELIE COX, of
No. 1272. } the city and district of
Quebec, wife separate as to property of Charles
Ernest Levey, of the same place, gentleman, and the
latter for the purpose of authorizing his said wife,
Plaintiff ; against the lands and tenements of DAMIEN
LECAVALIER, of Saint Laurent, in the
district of Montreal, Defendant.

1° A lot of land situate in the town of Saint Laurent, known and designated as a part of lot No. 452, on the official plan and book of reference of the parish of Saint Laurent, containing 51 feet in front by 100 feet in depth, more or less, a depth to be taken from the public road to and including a wall in the rear of said lot and bounded as follows : in front by the public road, in rear by the land formerly owned by the said Damien Lecavalier, on one side by Saint François Xavier street, on the other side by the land owned by Cyrille Major—with the buildings thereon erected.

2° Another lot of land situate at the same place, known and designated as part of lot No. 452, on the official plan and book of reference of the parish of Saint Laurent, containing 56 feet in front by 101 feet in depth ; bounded in front by Saint François Xavier street, in rear by the land of one Clovis St. Jean, on one side by the lot above described, and on the other side by the lot described hereinafter—with the buildings thereon erected.

3. Another lot of land situate at the same place, known and designated as forming part of lot No. 452, on the official plan and book of reference of the parish of Saint Laurent, containing 56 feet in front by 104 feet in depth ; bounded in front by Saint François Xavier street, in rear by the property of the said Clovis St. Jean, on one side by the lot secondly above described, and on the other side by the land formerly owned by F. X. Lecavalier—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIFTH day of MAY next, at TWO of the clock in the afternoon. The said writ returnable according to law.

J. R. THIBAudeau, Sheriff.
Sheriff's Office, Montreal, 28th March, 1899. 1188
[First published, 1st April, 1899.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

District of Montreal.

Montreal, to wit : } DAME ANGELINE RACI-
No. 2124. } COT, of the city and district
of Montreal, widow of Arthur Dubuc, in his
lifetime contractor, of the same place, as well in her
quality of legatee by particular title of the property
of the estate of the said Arthur Dubuc, as joint
testamentary executrix of the property of the said
estate, and EDOUARD BOLTE, book-keeper,
of the same place, in his quality of joint testamentary
executor and administrator with the said Dame
Angeline Racicot, of the property of the estate of
the said Arthur Dubuc. Plaintiffs ; against the lands
and tenements of DAME MELINA BOURGOUIN,
of the city and district of Montreal, widow of the late
Joseph Cadotte, in his lifetime merchant's clerk, of
the same place, Defendant.

A certain lot—with a wooden house (cottage) and

tags" et autres bâtisses y érigées, situé à l'endroit appelé Valoisville, en la paroisse de Saint-Joachim de la Pointe-Claire, comté de Jacques-Cartier, district de Montréal; borné en front par le chemin public, et composé de deux lots de terre, connus et désignés sur le plan et au livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Joachim de la Pointe-Claire, sous le numéro cinquante A, de la subdivision officielle de partie du lot primitif numéro cinquante-neuf, et sous le numéro un, de la subdivision officielle du lot primitif numéro soixante.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de Montréal, le QUATRIÈME jour de MAI prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du shérif, Montréal, 28 mars 1899. [Première publication, 1er avril 1899.]

**MANDAT DE CURATEUR.
FIERI FACIAS DE TERRIS.**

District de Montréal.

Montréal, à savoir: } CHARLES ALFRED SYL-
No 63. } VESTRE, curateur, à ce
dûment autorisé sous l'article 879, du code de procé-
dure civile, comme curateur aux biens de CA-
LIXTE L. LETANG ET AL., Insolubles.

Saisi comme appartenant à Calixte L. Letang, l'un des dits faillis, l'immeuble suivant, savoir:

Un certain immeuble situé en la cité de Montréal, dans le quartier Saint-Louis, faisant front sur la rue Drolet, connu et désigné comme étant les lots de subdivision cent quatre, cent cinq, cent six et cent sept (104, 105, 106 et 107), et la partie nord-ouest de la subdivision numéro cent trois (103), du dit lot numéro neuf cent deux (902), des plan et livre de renvoi officiels du dit quartier Saint-Louis—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de Montréal, le CINQUIÈME jour de MAI prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Montréal, 28 mars 1899. [Première publication, 1er avril 1899.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir: } PHILIBERT BEAUDOIN,
No 1520. } notaire public, et PIERRE
PAUL MARTIN, marchand-importateur, tous deux de la cité et du district de Montréal, en leur qualité d'exécuteurs testamentaires, dûment nommés à la succession de feu Jean Baptiste Léon Lanthier, en son vivant marchand, de la paroisse de Saint-Polycarpe, dans le comté de Soulanges, dans le district de Montréal, Demandeurs; contre les terres et tenements de DAME VITALINE SEGUIN, de la paroisse de Saint-Polycarpe, dans le district de Montréal, veuve de feu Arsène Théorêt, père, en son vivant charpentier, de la dite paroisse de Saint-Polycarpe, la dite Dame en sa qualité de ci-devant épouse commune en biens du dit feu Arsène Théorêt et Joseph Théorêt, Ernest Théorêt, Antoine Théorêt, Etienne Théorêt, Eldige Théorêt, tous cinq de la dite paroisse de Saint-Polycarpe, dans le district de Montréal, et Arsène Théorêt et Ambroise Théorêt, demeurant dans l'état du Michigan, l'un des États-Unis d'Amérique, ces sept derniers en leur qualité d'héritiers légaux du dit feu Arsène Théorêt ci-dessus mentionné, qui était leur père, Défendeurs.

Saisi comme suit: la moitié indivise comme appartenant à la défenderesse Vitaline Séguin, comme ayant été commune en biens avec le dit feu Arsène Théorêt, père, et un septième indivis de la moitié indivise sur chacun des défendeurs suivants, Joseph Théorêt, Eldige Théorêt, Antoine Théorêt, Ambroise Théorêt, Ernest Théorêt, Etienne Théorêt, Arsène Théorêt, dans l'immeuble ci-après mentionné, savoir:

other buildings thereon erected, situate at the place called Valoisville, in the parish of Saint Joachim de la Pointe Claire, county of Jacques Cartier, district of Montreal; bounded in front by the public road, and made up of two lots of land known and designated on the official plan and book of reference of the said parish of Saint Joachim de la Pointe Claire, as number fifty A, of the official subdivision of part of the primitive lot number fifty-nine, and as number one, of the official subdivision of the primitive lot number sixty.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FOURTH day of MAY next, at ELEVEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable according to law.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Montreal, 28th March, 1899. [First published, 1st April, 1899.]

**CURATOR'S WARRANT.
FIERI FACIAS DE TERRIS.**

District of Montreal.

Montreal, to wit: } CHARLES ALFRED SYL-
No 63. } VESTRE, curator, duly
authorized hereunto under article 879 of the code of civil procedure, as curator to the estate of CALIXTE L. LETANG ET AL., Insolvents.

Seized as belonging to Calixte L. Letang, one of the said insolvents, the following immovable, to wit:

A certain lot situate in the city of Montreal, in Saint Louis ward, fronting on Drolet street, known and designated as being subdivision lots numbers one hundred and four, one hundred and five, one hundred and six and one hundred and seven (104, 105, 106, 107), and the north west part of subdivision number one hundred and three (103), of lot number nine hundred and two (902), of the official plan and book of reference of the said Saint Louis ward—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIFTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon. Said writ returnable according to law.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Montreal, 28th March, 1899. [First published, 1st April, 1899.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District of Montreal.

Montreal, to wit: } PHILIBERT BEAUDOIN,
No 1520. } notary public, and PIERRE
PAUL MARTIN, merchant importer, both of the city and district of Montreal, in their quality of testamentary executors, duly appointed to the estate of the late Jean Baptiste Léon Lanthier, in his lifetime merchant, of the parish of Saint Polycarpe, in the county of Soulanges, in the district of Montreal, Plaintiffs; against the lands and tenements of DAME VITALINE SEGUIN, of the parish of Saint Polycarpe, in the district of Montreal, widow of the late Arsène Théorêt, senior, in his lifetime carpenter, of the said parish of Saint Polycarpe, the said Dame in her former quality of wife common as to property of the said late Arsène Théorêt and Joseph Théorêt, Ernest Théorêt, Antoine Théorêt, Etienne Théorêt, Eldige Théorêt, all five of the said parish of Saint Polycarpe, in the district of Montreal, and Arsène Théorêt and Ambroise Théorêt, residing in the State of Michigan, one of the United States of America, the seven latter in their quality of legal heirs of the said late Arsène Théorêt hereinabove mentioned, who was their father, Defendants.

Seized as follows: the undivided half as belonging to the said defendant Vitaline Séguin, as having been common as to property with the said late Arsène Théorêt, senior, and one undivided seventh of the undivided half upon each of the following defendants, Joseph Théorêt, Eldige Théorêt, Antoine Théorêt, Ambroise Théorêt, Ernest Théorêt, Etienne Théorêt, Arsène Théorêt, on the immovable hereinafter mentioned, to wit:

Un emplacement situé dans le village de Saint-Polycarpe, comté de Soulanges, dans le district de Montréal, étant le lot désigné sous le numéro trois cent cinquante-six (No 356), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Polycarpe, contenant cinq perches de front sur trois quarts d'arpent de profondeur, plus ou moins—avec bâtisses y érigées; borné en front par la montée Sainte-Catherine.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Polycarpe, le TREIZIEME jour d'AVRIL prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

La première publication du quatre mars (1899) est nulle.

J. R. THIBAUDEAU,

Bureau du Shérif, Montréal, 8 mars 1899.
[Première publication, 11 mars 1899.]

Shérif.
795-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **G** CASPARD DESERRES, No 2535. } comptable, de la cité et du district de Montréal, Demandeur; contre les terres et tenements de JOSEPH GAREAU, de Webbwood, dans le district d'Algoma, dans la province d'Ontario, Défendeur.

Saisis les droits immobiliers du dit défendeur, consistant dans son droit à rémérer dans les propriétés suivantes, savoir :

1^o Le septième indivis d'un emplacement situé dans le quartier Saint-Jacques, de la cité de Montréal; borné en front par la rue Dorchester, et portant le numéro quatre cent soixante et cinq, des plan et livre de renvoi officiels du dit quartier Saint-Jacques, contenant vingt-trois pieds de largeur par quatre-vingt-dix pieds de profondeur, mesure anglaise—avec une maison en brique à deux étages, outre le soubassement et les mansardes, portant le numéro civique trois cent quatre-vingt-sept, de la dite rue Dorchester, et autres bâtisses dessus construites, les pignons de laquelle mai-on sont mitoyens avec ceux des maisons bâties sur le lot voisin, avec droit de passage en commun avec tous autres y ayant droit dans la ruelle ou passage de seize pieds de largeur, qui se trouve en arrière du dit lot et des lots voisins.

2^o Le septième indivis d'un emplacement situé dans le quartier Saint-Jacques, de la dite cité de Montréal; borné en front par la rue Dorchester, et portant le numéro quatre cent soixante et quatre, des plan et livre de renvoi officiels du dit quartier Saint-Jacques, contenant vingt-deux pieds de largeur par quatre-vingt-dix pieds de profondeur, le tout mesure anglaise, et plus ou moins—avec une maison en brique à deux étages, outre le soubassement et les mansardes portant le numéro civique trois cent quatre-vingt-neuf, de la dite rue Dorchester, et autres bâtisses y érigées, avec droit de passage en commun avec tous ceux y ayant droit dans la ruelle ou emplacement qui se trouve en arrière du dit emplacement.

3^o Le septième indivis d'un terrain ayant front sur la rue Quesnel, et situé partie dans la cité de Montréal, et partie dans la cité de Sainte-Cunégonde, composé de la totalité du lot numéro vingt-neuf, de la subdivision officielle du lot numéro primitif quatre-vingt-six, des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine, de la cité de Montréal, de la totalité du lot numéro huit, et de la moitié nord-est du lot numéro sept, les dits deux numéros de la subdivision officielle du lot numéro primitif quatre cent six, des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal—avec une maison en brique sur la rue Quesnel, et autres bâtisses y érigées, avec droit de passage et sujet à la servitude d'un droit de passage en commun entre le propriétaire ou l'occupant de l'immeuble ci-dessus décrit et le propriétaire ou l'occupant de la moitié sud-ouest du dit lot de subdivision numéro sept, pour par eux, leurs hoirs et ayant cause, passer tant à pieds qu'en voiture, avec ou sans animaux dans un

A lot situate in the village of Saint Polycarpe, county of Soulanges, in the district of Montreal, being the lot described as number three hundred and fifty-six (356), on the official plan and book of reference of the parish of Saint Polycarpe, containing five perches in front by three quarters of an arpent in depth, more or less—with the buildings thereon erected; bounded in front by the by-road (*montée*) Sainte Catherine.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Polycarpe, on the THIRTEENTH day of APRIL next, at ELEVEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable according to law.

The first publication of the fourth of March, (1899) is null.

J. R. THIBAUDEAU,

Sheriff's Office, Montréal, 8th March, 1899.
[First published, 11th March, 1899.]

Sheriff.
796

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District of Montreal.

Montreal, to wit : } **G** CASPARD DESERRES, No. 2535. } accountant, of the city and district of Montreal, Plaintiff; against the lands and tenements of JOSEPH GAREAU, of Webbwood, in the district of Algoma, in the province of Ontario, Defendant.

Seized the real rights of the said defendant, consisting of his right of redemption in the following properties, to wit :

1. The undivided seventh of a lot situate in Saint James ward, of the city of Montreal; bounded in front by Dorchester street, and being number four hundred and sixty-five, of the official plan and book of reference of the said Saint James ward, containing twenty-three feet in width by ninety feet in depth, english measure—with a two storey brick house, besides the basement and the attics, bearing the civic number three hundred and eighty-seven, of the said Dorchester street, and other buildings thereon erected, the gable walls of which are common with those built on the adjoining lot, with right of passage in common with all others entitled thereto in the lane or passage of sixteen feet in width, which is in rear of the said lot and of the adjoining lots.

2. The undivided seventh of a lot situate in Saint James ward, of the said city of Montreal; bounded in front by Dorchester street, and bearing the number four hundred and sixty-four, of the official plan and book of reference of the said Saint James ward, containing twenty-two feet in width by ninety feet in depth, the whole english measure, and more or less—with a two storey brick house, and besides the basement and the attics, bearing the civic number three hundred and eighty-nine, of the said Dorchester street, and other buildings thereon erected, with right of passage in common with all those entitled thereto in the lane or lot which is in rear of the said lot.

3. The undivided seventh of a lot fronting on Quesnel street, and situated partly in the city of Montreal, and partly in the city of Sainte-Cunégonde, made up of the whole of lot number twenty-nine, of the official subdivision of the primitive lot eighty-six, of the official plan and book of reference of Saint Antoine ward, of the city of Montreal, of the whole of lot number eight, and the north-east half of lot number seven, said two numbers of the official subdivision of the primitive lot four hundred and six, of the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal—with a brick house on Quesnel street, and other buildings thereon erected, with right of passage and subject to the servitude of a right of passage in common with the proprietor or occupant of the immovable above described and the proprietor or occupant of the south west half of the said subdivision lot number seven, for them, their heirs and assigns, to pass as well on foot as driving, with or without animals in a passage

passage de dix pieds et trois pouces de hauteur et de sept pieds et deux pouces de largeur, sur une profondeur de trente et un pieds et sept pouces, au bout de laquelle profondeur le dit passage se rétrécit graduellement et également de chaque côté, jusqu'à ce que les lignes du dit passage se réunissent à une distance de quarante et un pieds et huit pouces de la rue Quesnel, qui est la plus grande profondeur du dit passage, toutes les dimensions ci-dessus à la mesure anglaise; à la condition de rembourser à la succession de Onésime Marin, en son vivant notaire, de Montréal, dans un délai de cinq ans, à compter du trois novembre mil huit cent quatre-vingt-quatorze, la somme de six cent cinquante piastres, avec les intérêts au taux de sept pour cent par année à compter de la dite date, payable semi-annuellement le troisième jour de mars et de novembre de chaque année, suivant un acte de vente à rémérer, consenti le trois novembre mil huit cent quatre-vingt-quatorze, par le défendeur en cette cause au dit Onésime Marin, devant M^{re} Victor Morin, N. P., sous le numéro mil neuf cent soixante-deux de son répertoire, enregistré le dix-neuf janvier, mil huit cent quatre-vingt-quinze, au bureau d'enregistrement des comtés Hochelaga et Jacques-Cartier, sous le numéro cinquante-cinq mille dix-neuf, et au bureau d'enregistrement de Montréal-Est, sous le numéro trente-sept mille six cent onze, le six novembre mil huit cent quatre-vingt-quatorze.

Pour être vendus en mon bureau, en la cité de Montréal, le TREIZIEME jour d'AVRIL prochain, à DEUX heures de l'après-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Montréal, 8 mars 1899. [Première publication, 11 février 1899].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir : } ALFRED DESEVE, artiste No 209. } violoniste, de la cité de Boston, dans l'état du Massachusetts, un des Etats-Unis d'Amérique, Demandeur; contre les terres et tenements mentionnés dans la cédule marquée A, annexée au bref en cette cause, étant la propriété de SALOMON SELCER et JOSEPH SELCER, tous deux de la cité et du district de Montréal, manufacturiers, faisant affaires ensemble sous la raison sociale de S. Selcer & Son, Défendeurs.

Un lot de terre ou emplacement sis et situé au Boulevard Saint-Denis, dans le quartier Saint-Denis, de la cité de Montréal, dans le district de Montréal; borné en front par la rue Saint-Hubert, contenant vingt-cinq (25) pieds de front par cent neuf (109) pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins, sans garantie de mesure précise, et connu comme étant le lot numéro cent sept (107), de la subdivision du lot connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis, (paroisse de Montréal), dans le comté d'Hochelaga, sous le numéro sept (7)—avec les bâtisses et dépendances dessus construites.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de Montréal, le TREIZIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Montréal, 8 mars 1899. [Première publication, 11 mars 1899].

entes par le Shérif—Quebec

VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel quementionné plus bas.

of ten feet three inches in height and of seven feet two inches in width, by a depth of thirty-one feet seven inches, at the end of which depth the said passage narrows gradually and likewise on each side, until the lines of the said passage meet at a distance of forty-one feet eight inches from Quesnel street, which is the greatest depth of the said passage, all the above dimensions being english measure; subject to the charge of reimbursing to the estate of Onésime Marin, in his lifetime notary, of Montreal, within a delay of five years, reckoning from the third of November, one thousand eight hundred and ninety-four, the sum of six hundred and fifty dollars, with interest at the rate of seven per cent per annum from the said date, payable half yearly on the third day of March and of November of every year, according to a deed of sale with right of redemption, passed on the third of November, one thousand eight hundred and ninety-four, by the defendant in this cause to the said Onésime Marin, before M^{re} Victor Morin, N. P., under the number one thousand nine hundred and sixty-two of his repertory, registered on the nineteenth of January, one thousand eight hundred and ninety-five, in the registry office of the counties of Hochelaga and Jacques Cartier, as number fifty-five thousand and nineteen, and in the registry office of Montreal East, as number thirty-seven thousand six hundred and eleven, on the sixth of November, one thousand eight hundred and ninety-four.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the THIRTEENTH day of APRIL next, at TWO o'clock in the afternoon. Said writ returnable according to law.

J. R. THIBAudeau.

Sheriff's Office, Montreal, 8th March, 1899. [First published, 11th March, 1899].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

District of Montreal.

Montreal, to wit : } ALFRED DESEVE, artist No 209. } violonist, of the city of Boston, in the State of Massachusetts, one of the United States of America, Plaintiff; against the lands and tenements mentioned in the schedule marked A, annexed to the writ in this cause, being the property of SALOMON SELCER and JOSEPH SELCER, both of the city and district of Montreal, manufacturers, doing business together under the style and firm of S. Selcer & Son, Defendants.

A lot of land lying and situate in the Boulevard Saint Denis, in Saint Denis ward, of the city of Montreal, in the district of Montreal; bounded in front by Saint Hubert street, containing twenty-five (25) feet in front by one hundred and nine (109) feet in depth, english measure, more or less, without warranty of precise measurement, and known as being lot number one hundred and seven (107), of the subdivision of the lot known and designated on the official plan and book of reference of the incorporated village of Cote Saint Louis, (parish of Montreal), in the county of Hochelaga, as number seven (7)—with the buildings and dependencies thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the THIRTEENTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Montreal, 8th March, 1899. [First published, 11th March, 1899].

Sheriff's Sales—Quebec

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } **THELESOPHORE DUBUC**, de
No 1084. } l'Ancienne-Lorette, culti-
vateur ; contre **THEOPHILE DESLAURIERS**, de
Québec, à savoir :

Le lot No 529 (cinq cent vingt-neuf), du cadastre officiel du quartier Saint-Roch, de la cité de Québec, étant un emplacement situé rue Saint-François—avec bâtisses : Sujet à l'usufruit et jouissance, sa vie durant, du dit immeuble et de la maison y érigée en faveur de Dame Marie Vien, veuve de feu Moïse Deslauriers, le dit usufruit tel que constitué par le testament du dit feu Moïse Deslauriers, fait à Québec, le 4 mars 1889, devant Louis Leclerc, N. P.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le VINGT ET UNIÈME jour D'AVRIL prochain à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. B. AMYOT,

Bureau du Shérif, Québec, 16 mars 1899. Député Shérif. 1011-2
[Première publication, 18 mars 1899.]

FIERI FACIAS.

Québec, to wit : } **THELESOPHORE DUBUC**, of
No. 1084. } l'Ancienne Lorette, farmer ;
against **THEOPHILE DESLAURIERS**, of Que-
bec, to wit :

Lot No. 529 (five hundred and twenty-nine), of the official cadastre of Saint Roch's ward, of the city of Quebec, being a lot situate on Saint Francis street—with buildings : subject to the usufruct and enjoyment, during her lifetime, of the lot and of the house thereon built, in favor of Dame Marie Vien, widow of the late Moïse Deslauriers, said usufruct such as constituted by the will of the said late Moïse Deslauriers, made at Quebec, on the 4th of March, 1889, before Louis Leclerc, N. P.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the TWENTY-FIRST day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable according to law.

J. B. AMYOT,

Sheriff's Office, Québec, 16th March, 1899. Deputy Sheriff. 1012
[First published, 18th March, 1899.]

Ventes par le Shérif—Rimouski

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HÉRITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

MANDAT DE CURATEUR.
FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Rimouski, à savoir : } **DANS** l'affaire de **SAMUEL**
No 2476. } **FRS. ALLARD**, mar-
chand, de la ville de Saint-Germain de Rimouski,
Failli ; et **J. HAMEL & CIE.**, de la cité de Québec,
marchands, requérants, et **MM. Paradis & Jobin**,
curateurs conjoints à la dite faillite, de la cité de
Québec.

Un emplacement, étant un terrain connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la ville de Saint-Germain de Rimouski, sous le numéro deux cent cinquante-huit (258)—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu au bureau du shérif, en la ville de Saint-Germain de Rimouski, le TROISIÈME jour de MAI prochain (1899), à DIX heures de l'avant-midi.

L. N. ASSELIN,

Bureau du Shérif, Rimouski, 28 mars 1909. Shérif. 1197
[Première publication, 1er avril 1899.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit—Siégeant à Saint-Jérôme de Matane. Province de Québec. } **MICHEL DESROSIERS**,
District de Rimouski. } **SIERS**, de la paroisse
No 390. } de Saint-Jérôme de Matane,

dans le comté de Rimouski, forgeron, Demandeur ; contre **ISRAEL DESROSIERS**, ci-devant cultivateur, du même lieu, maintenant absent de la province de Québec, Défendeur, savoir :

1° Une terre située en le troisième rang de la paroisse de Saint-Jérôme de Matane, contenant deux arpents de front sur quarante de profondeur environ, portant le numéro quatre cent quatre-vingt-huit (488), du cadastre de la dite paroisse de Saint-Jérôme de Matane—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

2° Une autre terre située au quatrième rang de la paroisse de Saint-Jérôme de Matane, de deux arpents de front sur environ quarante de profondeur, étant le numéro six cent soixante et onze (671), du cadastre de la dite paroisse de Saint-Jérôme de Matane—circonstances et dépendances.

Pour être vendues à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Jérôme de Matane, le QUAT-

Sheriff's Sales—Rimouski

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

CURATOR'S WARRANT
FACIAS DE TERRIS

Superior Court.

Rimouski, to wit : } **IN** the matter of **SAMUEL**
No. 2476. } **FRS. ALLARD**, merchant,
of the town of Saint Germain de Rimouski, Insolvent ; and **J. HAMEL & Co.**, of the city of Quebec, merchants, petitioners, and Messrs. Paradis & Jobin, joint curators to the said insolvent estate, of the city of Quebec.

A lot being the lot known and designated on the official plan and book of reference of the town of Saint Germain de Rimouski, as number two hundred and fifty-eight (258)—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the sheriff's office, in the town of Saint-Germain de Rimouski, on the THIRD day of MAY next (1899), at TEN o'clock in the forenoon.

L. N. ASSELIN,

Sheriff's Office, Rimouski, 28th March, 1899. Sheriff. 1198
[First published, 1st April, 1899.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court—Sitting at Saint Jérôme de Matane. Province of Quebec. } **MICHEL DESROSIERS**,
District of Rimouski. } of the parish of Saint
No. 390. } Jérôme de Matane, in the
county of Rimouski, blacksmith, Plaintiff ; against

ISRAEL DESROSIERS, formerly farmer, of the same place, and now absent from the province of Québec, Defendant, to wit :

1. A land situate in the third range of the parish of Saint Jérôme de Matane, containing two arpents in front by about forty arpents in depth, bearing the number four hundred and eighty-eight (488), of the cadastre of the said parish of Saint Jérôme de Matane—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2° Another land situate in the fourth range of the parish of Saint Jérôme de Matane, containing two arpents in front by about forty in depth, bearing the number six hundred and seventy-one (671), of the cadastre of the said parish of Saint Jérôme de Matane—circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Jérôme de Matane, on the FOURTH day of

TRIEME jour de MAI mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

ALFRED MARTIN,
Bureau du Shérif, Député Shérif.
Rimouski, 28 mars 1899. 1195
[Première publication, 1er avril 1899.]

Ventes par le Shérif—St-François

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Dans la Cour Supérieure—District de Saint-François.

Saint-François, à savoir : } **G**EOURGE BEAU-
No 996. } **D**ETTE, gentil-
homme, de la cité de Woonsocket, dans l'Etat de Rhode Island, un des Etats-Unis d'Amérique, en sa qualité d'exécuteur testamentaire de Pierre Durand, en son vivant de North Smithfield, dans le dit état, maintenant décédé. Demandeur; contre les terres et tenements de ZACHARIE BIBEALUT ET AL, Défendeurs.

Saisi comme appartenant aux défendeurs, Zacharie Bibeault, Aimé Bibeault, Cordélia Bibeault, Louis Bibeault, Adélaré Bibeault et Délina Bibeault, l'immeuble suivant, à savoir :

Un morceau de terre situé dans le canton de Ditton, dans le comté de Compton, dans le district de Saint-François, connu ci-devant comme étant le lot numéro trente-quatre, dans le septième rang du dit canton, contenant cent cinquante acres en superficie, plus ou moins, maintenant désigné sur le plan du cadastre officiel et au livre de renvoi pour le dit canton de Ditton, comme lot numéro cinq cent dix-sept (No 517), dans le dit septième rang—avec les bâtisses sus-érigées et améliorations faites.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Pierre de Ditton, le ONZIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

JOHN McINTOSH,
Bureau du Shérif, Shérif.
Sherbrooke, 8 mars 1899. 943-2
[Première publication, 11 mars 1899.]

Ventes par le Shérif—St-Hyacinthe

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—Comté de Rouville.

Canada, } **F**RANCOIS
Province de Québec, } **L**EDOUX,
District de Saint-Hyacinthe. } Demandeur; vs.
No 732. } **J**EAN-BAPTISTE
BENOIT, Défendeur; et **C**HARLES N. FREG-
GEAU, curateur au délaissement.

Une terre située dans le rang de la Côte Double, en la paroisse de Sainte-Angèle de Monnoir, dans le comté de Rouville, contenant environ quatre arpents de largeur sur trente de longueur, et connue sous les numéros trente, trente et un et trente-deux, Nos 30, 31 et 32, des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Sainte-Angèle de Monnoir—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendue à la porte de l'église de la

MAY, one thousand eight hundred and ninety-nine, at TEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable according to law.

ALFRED MARTIN,
Sheriff's Office, Deputy-Sheriff.
Rimouski, 28th March, 1899. 1196
[First published, 1st April, 1899].

Sheriff's Sales—St. Francis

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
In the Superior Court—District of Saint-François.

Saint Francis, to wit : } **G**EOURGE BEAUDETTE,
No. 996. } gentleman, of the city of Woonsocket, in the State of Rhode Island, one of the United States of America, in his quality of executor of the last will and testament of Pierre Durand, in his lifetime of North Smithfield, in the said state, now deceased, Plaintiff; against the lands and tenements of ZACHARIE BIBEALUT ET AL, Defendants.

Seized as belonging to the defendants, Zacharie Bibeault, Aimé Bibeault, Cordélia Bibeault, Louis Bibeault, Adélaré Bibeault and Délina Bibeault, the following immovable property, to wit :

A piece of land situate in the township of Ditton, in the county of Compton, in the district of Saint Francis, heretofore known as being the lot number thirty-four, in the seventh range of the said township, containing one hundred and fifty acres in superficies, more or less, now designated on the official cadastral plan and book of reference for the said township of Ditton, as the lot number five hundred and seventeen (No. 517), in the said seventh range—with the buildings and improvements thereon erected and made.

To be sold at the church door of the parish of Saint Pierre de Ditton, on the ELEVENTH day of APRIL next, at TEN of the clock in the forenoon.

JOHN McINTOSH,
Sheriff's office, Shérif.
Sherbrooke, 8th March, 1899. 944
[First published, 11th March, 1899.]

Sheriff's Sales—St. Hyacinth

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court—County of Rouville.

Canada, } **F**RANCOIS
Province of Québec, } **L**EDOUX,
District of Saint Hyacinth. } Plaintiff; vs **J**EAN
No. 732. } **B**APTISTE BE-
NOIT, Defendant; and **C**HARLES N. FREG-
GEAU, curator to the surrender.

A lot of land situate in the Côte Double range, in the parish of Sainte Angèle de Monnoir, Rouville county, containing about four acres in width by thirty in depth, and known and designated under the numbers thirty, thirty-one and thirty-two, Nos. 30, 31 and 32, of the official plan and book of reference for the said parish of Sainte Angèle de Monnoir—with the buildings thereon erected.

To be sold at the door of the parochial church of

paroisse de Sainte-Angèle de Monnoir, le DOUZIEME jour d'AVRIL prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif,
Saint-Hyacinthe, 6 mars 1899.
[Première publication, 11 mars 1899.]

EUGENE SICOTTE,

Shérif.

891-2

the parish of Sainte Angèle de Monnoir, on the TWELFTH day of APRIL next, at ELEVEN o'clock of the forenoon.

Sheriff's Office,
Saint Hyacinth, 6th March, 1899.
[First published, 11th March, 1899.]

EUGENE SICOTTE,

Sheriff.

892

Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir : } JOSEPH DUPUIS, Demandeur ; vs
No 294. }
EVARISTE DUBUC, Défendeur.

1° Un lot de terre situé en la paroisse de Nicolet, en la concession sud-ouest, contenant un arpent de front sur vingt arpents de profondeur, plus ou moins, icelui étant le lot connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du comté de Nicolet, pour la dite paroisse de Nicolet, sous le numéro quatre cent cinquante-cinq (455)—sans bâtisses.

2° Un morceau de terre situé en la concession du sud-ouest, en la paroisse de Nicolet, du contenu de trois quarts d'arpent de front sur vingt arpents de profondeur, plus ou moins, icelui étant partie du lot de terre numéro quatre cent cinquante-neuf (459), du cadastre officiel du comté de Nicolet, pour la dite paroisse de Nicolet ; est borné en front par Augustin Duval et Jean-Baptiste Raiche, en profondeur à la ligne Crokan, d'un côté au nord par Jean-Baptiste Raiche, ou le No 458, et de l'autre côté au sud par Damase Dubuc, ou le No 456—sans bâtisses.

3° Une terre située en la concession sud-ouest, en la paroisse de Nicolet, du contenu de six arpents de front sur trente arpents de profondeur, plus ou moins, icelle terre est formée de partie du lot de terre numéro quatre cent soixante et neuf, du contenu de trois arpents de front sur trente arpents de profondeur, plus ou moins ; est bornée au sud par le lot No 468, appartenant à Joseph Dubuc, au nord par le lot numéro quatre cent soixante et dix, en front par la rivière Nicolet, en profondeur partie par Denis Dubuc, et partie par le chemin des Canards, et la dite terre est aussi formé des lots de terre numéros quatre cent soixante et dix (470), quatre cent soixante et onze (471) et quatre cent soixante et douze (472), du cadastre officiel du comté de Nicolet, pour la dite paroisse de Nicolet—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Jean-Baptiste de Nicolet, le DOUZIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable suivant la loi.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif,
Trois-Rivières, 8 mars 1899.
[Première publication, 11 mars 1899.]

Shérif.

905-2

Sheriff's Sales—Three Rivers

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court—District of Three Rivers

Three Rivers, to wit: } JOSEPH DUPUIS, Plaintiff ; vs. }
No. 294. }
DUBUC, Defendant.

1. A lot of land situate in the parish of Nicolet, in the south west concession, containing one arpent in front by twenty arpents in depth, more or less, being the lot known and designated on the official plan and book of reference of the cadastre of the county of Nicolet, for the said parish of Nicolet, as number four hundred and fifty-five (455)—without buildings.

2. A piece of land situate in the concession of south west, in the parish of Nicolet, containing three quarters of an arpent in front by twenty arpents in depth, more or less, being part of lot of land number four hundred and fifty-nine (459), of the official cadastre of the county of Nicolet, for the said parish of Nicolet ; bounded in front by Augustin Duval and Jean Baptiste Raiche, in rear by the Crokan line, on one side to the north by Jean Baptiste Raiche, or No. 458, and on the other side to the south by Damase Dubuc, or No. 456—without buildings.

3. A land situate on the south west concession, in the parish of Nicolet, containing six arpents in front by thirty arpents in depth, more or less, said land is made up of part of lot of land number four hundred and sixty nine, containing three arpents in front by thirty arpents in depth, more or less ; bounded on the south by No. 468, belonging to Joseph Dubuc, on the north by lot number four hundred and seventy, in front by the river Nicolet, in rear partly by Denis Dubuc, and partly by the road des Canards, and the said land is also made up of lots numbers four hundred and seventy (470), four hundred and seventy-one (471) and four hundred and seventy-two (472), of the official cadastre of the county of Nicolet, for the said parish of Nicolet—with the buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Saint Jean Baptiste de Nicolet, on the TWELFTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the morning. The said writ returnable according to law.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office,
Three Rivers, 8th March, 1899.
[First published, 11th March, 1899.]

Sheriff.

906

*Index de la Gazette Officielle de
Québec, No. 13*

- ANNEXION DE MUNICIPALITÉ** — Demande d' :—
Détacher divers lots de la municipalité de
Saint-Alban, 743 ; Rectifications de limites et
délimitations de municipalités scolaires, 742 ;
Salaberry à divers lots de Sainte-Cécile, 744.
- ANNONCEURS** : — *Avis aux* : — Concernant avis,
etc., 737.
- BILLS PRIVÉS, P. Q.** : — *Avis au sujet des* — Assem-
blée législative, 746 ; Conseil législatif, 745.
- CERCLE AGRICOLE** : — Formation de : — Saint-Gabriel
de Valcartier, 741.
- OEUVRE D'ASSURANCE MUTUELLE CONTRE LE FEU DE LA
PAROISSE DE SAINTE-MARGUERITE DE BLAIR-
FINDIE** : — Continue ses opérations, 752.
- FAILLIS** : — Boissonneault & Fils, 757 ; Bouchard
et al., 757 ; Corbeil et Léveillé, 757 ; Dolloff,
756 ; Hudon, Paradis & Cie, 757 ; Labrecque,
756 ; Turcot, 757.
- LETRES PATENTES, DEMANDES DE** : — James
Walker Hardware Company, 750 ; La Cie des
pouvoirs hydrauliques d'Acton, 751 ; Lynn
Shoe Co., 749 ; Quebec Mining Coy, 749 ; The
Mount Royal Club, 748 ; The Saint Henry
Land Co., 750.
- LETRES PATENTES ÉMISSES** : — La Cie des eaux et de
l'électricité de Chicoutimi, 741 ; L'Union In-
dustrielle et Métallurgique du Labrador, 741.
- MINUTES DES NOTAIRES, DEMANDES DE TRANSFERT** : —
G. R. Lighthall, 745 ; Victor Morin, 744.
- MUNICIPALITÉ SCOLAIRE** : — Demande d'annexer : —
Partie d'un lot de Saint-Tite à Saint-Tite
village, 743.
- NOMINATIONS** : — *Commissaire d'écoles protestant* : —
Rév. Williams, 737.
Conseil de l'Instruction Publique, membre du : —
Watts, 738.
Juges de Paix : — Districts d'Arthabaska, 738 ;
Bedford, 738 ; Gaspé, 737 ; Saint-Hyacinthe,
738.
Revisers : — Cité de Québec, 738.
- PROCLAMATION** — Cadastre : Cantons Hamilton et
Port Daniel, 738.
- RATIFICATION** : — Béchard, 759.
- RÈGLES DE COUR** : — Caron vs Loranger, 758 ; Miner
vs Mansfield, 758.
- SÉPARATIONS DE BIENS** : — Dmes Bédard vs Johnson,
752 ; Belleau vs Lemieux, 754 ; Bellemare vs
Gélinas, 755 ; Bouthillier vs Paradis, 755 ; Cho-
quet vs Dalpé, 756 ; Delage vs Touchette, 755 ;
Desmarais vs Noreau, 755 ; Desmarais vs Roi-
reau, 756 ; Dufresne vs St-Martin, 755 ; Fon-
taine vs Fontaine, 754 ; Gosselin vs Powell,
754 ; Lacaille vs Gladu, 754 ; Laflamme vs
Talbot, 752 ; Lavallée vs Latraverse, 752 ; La-
voie vs Thibaudeau, 753 ; Marchand vs Crête,
754 ; Riendeau vs Charron, 754 ; Savard vs
Gauthier, 753 ; Scott vs Brown, 753 ; Therrien
vs Mathieu, 753.
- SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS** : — Dame Moisan
vs Dion, 753.

*Index of the Quebec Official
Gazette, No. 13*

- MUNICIPALITY ANNEXED** : — Application for : —
To detach several lots from the municipality of
Saint Alban, 743 ; Rectifications of limits and
boundaries of school municipalities, 742 ;
Salaberry to several lots of Sainte Cécile, 744.
- ADVERTISERS** : — *Notice to* : — Respecting notices,
&c., 737.
- PRIVATE BILLS, P. Q.** : — *Notice Respecting the* : —
Legislative Assembly, 746 ; Legislative Council,
745.
- FARMER'S CLUB** : — Formation of : — Saint Gabriel
de Valcartier, 741.
- MUTUAL FIRE INSURANCE COY. OF THE PARISH OF
SAINTE MARGUERITE DE BLAIRFINDIE** : — Ope-
rations continued, 752.
- INSOLVENTS** : — Boissonneault & Fils, 757 ; Bouchard
et al., 757 ; Corbeil et Léveillé, 757 ; Dolloff,
756 ; Hudon, Paradis & Cie, 757 ; Labrecque,
756 ; Turcot, 757.
- LETTERS PATENT, COMPANIES APPLYING FOR** : —
James Walker Hardware Company, 750 ;
La Cie des pouvoirs hydrauliques d'Acton, 751 ;
Lynn Shoe Co., 749 ; Quebec Mining Coy, 749 ;
The Mount Royal Club, 748 ; The Saint Henry
Land Co, 750.
- LETTERS PATENTS GRANTED** : — La Cie des eaux et
de l'électricité de Chicoutimi, 741 ; L'Union
Industrielle et Métallurgique du Labrador, 741.
- MINUTES OF NOTARIES, APPLICATIONS FOR** : — G. R.
Lighthall, 745 ; Victor Morin, 744.
- SCHOOL MUNICIPALITY** : — Application to annex : —
Part of a lot of Saint Tite to Saint Tite village,
743.
- APPOINTMENTS** : — *Protestant school commissioner* : —
Revd Williams, 737.
Council of Public Instruction, member of : — Watts,
738.
Justices of the Peace : — Districts of Arthabaska,
738 ; Bedford, 738 ; Gaspé, 737 ; Saint Hy-
acinth, 738.
Revisers : — City of Quebec, 738.
- PROCLAMATION** : — Cadastre : Townships Hamilton
and Port Daniel, 738.
- RATIFICATION** : — Béchard, 759.
- RULES OF COURT** : — Caron vs Loranger, 758 ; Miner
vs Mansfield, 758.
- SEPARATIONS AS TO PROPERTY** : — Dmes Bédard vs
Johnson, 752 ; Belleau vs Lemieux, 754 ; Belle-
mare vs Gélinas, 715 ; Bouthillier vs Paradis,
755 ; Choquet vs Dalpé, 756 ; Delage vs Tou-
chette, 755 ; Desmarais vs Noreau, 755 ; Des-
marais vs Roireau, 756 ; Dufresne vs St.
Martin, 755 ; Fontaine vs Fontaine, 754 ; Gos-
solin vs Powell, 754 ; Lacaille vs Gladu, 754 ;
Laflamme vs Talbot, 752 ; Lavallée vs Latra-
verse, 752 ; Lavoie vs Thibaudeau, 753 ; Mar-
chand vs Crête, 754 ; Riendeau vs Charron,
754 ; Savard vs Gauthier, 753 ; Scott vs Brown,
753 ; Therrien vs Mathieu, 753.
- SEPARATION FROM BED AND BOARD** : — Dame Moisan
vs Dion, 753.

SOCIÉTÉ DISSOUE :—Dominion Manufacturing Coy, 762.

TERRES DE LA COURONNE :—*Avis de cancellation, etc.* :—Cantons Blake, 743 ; Dorion, 743 ; Howard, 744 ; Malherbe, 744 ; Wexford, 744.

VENTE DE FAILLITE :—Cascapedia Pulp and Lumber Coy, 757.

VENTES PAR LES SHERIFS :

BEAUCE :—Breakey vs Atkinson, 760 ; Langlois *et ux* vs Trépanier, 760.

BEDFORD :—Dme Holt *et vir* vs Robert, 761 ; Larose vs Bergeron, 761.

MONTMAGNY :—Mercier vs Martineau, 762.

MONTREAL :—Beaudoin *et al* vs Séguin *et al*, 764 ; Dessertes vs Gareau, 765 ; Désève vs Selcer & Son, 766 ; Dme Cox vs Lecavalier, 763 ; Dme Racicot vs Dme Bourgouin, 763 ; Letang *et al*, faillis, 764 ; Shute vs de Bellefeuille, 762.

QUÉBEC :—Dubuc vs Deslauriers, 767.

RIMOUSKI :—Allard, failli, 767 ; Desrosiers vs Desrosiers, 767.

SAINT-FRANÇOIS :—Beaudette vs Bibeault *et al*, 768.

SAINT-HYACINTHE :—Ledoux vs Benoit, 768.

TROIS-RIVIÈRES :—Dupuis vs Dubuc, 769.

PARTNERSHIP DISSOLVED :—Dominion Manufacturing Coy, 752.

CROWN LANDS :—*Notice of cancellation, etc.* :—Townships Blake, 743 ; Dorion, 743 ; Howard, 744 ; Wexford, 744 ; Malherbe, 744.

INSOLVENT'S SALE :—Cascapedia Pulp and Lumber Coy, 757.

SHERIFF'S SALES :

BEAUCE :—Breakey vs Atkinson, 760 ; Langlois *et ux* vs Trépanier, 760.

BEDFORD :—Dme Holt *et vir* vs Robert, 761 ; Larose vs Bergeron, 761.

MONTMAGNY :—Mercier vs Martineau, 762.

MONTREAL :—Beaudoin *et al* vs Séguin *et al*, 764 ; Dessertes vs Gareau, 765 ; Désève vs Selcer & Son, 766 ; Dme Cox vs Lecavalier, 763 ; Dme Racicot vs Dme Bourgouin, 763 ; Letang *et al*, insolvents, 764 ; Shute vs de Bellefeuille, 762.

QUÉBEC :—Dubuc vs Deslauriers, 767.

RIMOUSKI :—Allard, insolvent, 767 ; Desrosiers vs Desrosiers, 767.

SAINT FRANCIS :—Beaudette vs Bibeault *et al*, 768.

SAINT HYACINTH :—Ledoux vs Benoit, 768.

THREE RIVERS :—Dupuis vs Dubuc, 769.

